



PROPOSITIONS RECUEILLIES
DANS LE CADRE DE LA 2^e CONSULTATION NUMERIQUE

SOMMAIRE

Les propositions de Guadeloupe	2
Les propositions de Guyane	13
Les propositions de La Réunion	21
Les propositions de Martinique.....	34
Les propositions de Mayotte.....	46
Les propositions de Nouvelle-Calédonie.....	60
Les propositions de Polynésie française.....	73

Propositions Guadeloupe

Les propositions ci-dessous forment une partie des résultats obtenus dans le cadre de la 2^e consultation numérique des Assises des Outre-mer qui s'est déroulée du 16 février au 31 mars 2018. À cette occasion, 4 221 citoyens d'outre-mer ont exprimé leurs idées et leurs suggestions pour améliorer leur territoire. L'ensemble de ces propositions a été étudiée par l'équipe des Assises afin de préparer la rédaction du livre bleu outre-mer.

53.

Donner plus d'ouverture à la jeunesse en leur offrant la possibilité d'étudier sur le territoire les domaines présents ailleurs. En permettant aux jeunes entrepreneurs de mieux se positionner sur les marchés publics. Assurer la gestion des services publics.

60.

Plus **d'égalité dans les coûts** de tout (assurance, frais de banque, véhicules, produits de consommation, téléphonie.)

70.

Je souhaite que nous, la population mette en place des hommes politiques de valeurs, qui œuvrent pour le territoire. Et surtout que ces **hommes politiques une fois élu soient formés** comme il se doit afin d'appliquer les règles de la République et ne pas refaire les lois.

75.

Prévoir **une aide spécifique d'accès à l'avocat pour les dossiers environnementaux** de l'outre-mer.

128.

Autonomie des ressources **repandre les forages de pétrole** dans les eaux territoriales de Guadeloupe

161.

Vu le taux de chômage élevé en Guadeloupe, les jeunes entrepreneurs en herbes devraient avoir **des exonérations d'impôts concernant leur nouvelle entreprise pendant au moins 5 à 10 ans**. Cela devrait concerner les chefs d'entreprise Antillais (personne ayant de la famille ici et/ou ayant vécu sur le territoire plus de 5 ans) quel que soit l'état de leur entreprise (florissante, ou en difficulté).

164.

J'espère que nous **créerons des activités autour des déchets et de notre environnement**, biodiversité afin de développer notre économie.

166.

Je favoriserais la consolidation de la paix et l'intégration, notamment chez les **jeunes**. Je ferais des études sociologiques pour comprendre les origines de la violence qui touche les jeunes et je mettrais en place **des politiques publiques d'aides, d'écoute et d'assistance** efficaces et inclusives.

259.

Soutenir davantage les associations de prévention de la délinquance d'insertion qui permettent de maintenir un climat social plus ou moins serein pour l'instant. Soutenir les jeunes dans leur projet de création d'entreprise. Prendre davantage en compte l'histoire de la Guadeloupe dans le cursus scolaire d'un jeune, les langues car île à vocation touristique. Afin de nos données à nos enfants meilleures pour l'avenir. Favoriser le développement des transports. En zone urbaine, **le tramway comme il était prévu aux Abymes, le transport maritime entre Sainte Rose et Baie Mahault** par exemple...

294.

Faire sauter l'octroi de mer, remettre la TVA au taux France métropolitaine, instaurer des mécanismes d'aides à l'industrie locale.

315.

Redonner le goût de l'engagement à la jeunesse pour que les jeunes s'impliquent sur le territoire et soient créateurs de solutions et d'emploi pour l'île. Pour cela, **investir dans l'éducation populaire, dans les associations de jeunesse ou soutenir les services jeunesse des collectivités**, promouvoir l'accès à la culture partout, **créer des maisons de service au public de proximité**, développer le service civique, l'engagement bénévole et créer des services d'accompagnement aux initiatives et aux porteurs de projet, avec des moyens ! La jeunesse est l'avenir de l'île mais rien n'est fait pour elle.

411.

Une vraie **continuité territoriale** : tarification et service alignés sur l'hexagone : abonnement internet, téléphonie et TNT, eau, essence, produits de nécessité et alimentaires, etc.... Le billet d'avion pour aller d'un territoire à l'autre de la France est aussi ou plus cher que pour aller à l'étranger.

435.

Des infrastructures pour les activités des enfants et une sensibilisation ainsi qu'une campagne de stérilisation pour les chiens et les chats en Guadeloupe.

436.

Se concentrer sur de vrai problèmes (eau, insertion professionnelle, éducation environnementale (recyclage etc.), tourisme (création d'une **VRAI ZONE DUTEE FREE sécurisé à pointe à Pitre**).

462.

Je souhaite **un équipement nautique** qui soit capable de recevoir des compétitions internationales.

475.

Co-construire une vision à 2030-2050 avec l'ensemble des acteurs de manière indépendante, i.e. que les élus n'aient pas plus de poids que les autres car leur "vision" est à court-terme (temps des mandats) alors qu'il faut se projeter loin pour oser et réussir le changement.

478.

Il s'agit du projet que j'ai exposé lors du colloque ODEADOM : **créer un réseau de 250 km de pistes cyclables dans le Nord Grande-Terre** en Guadeloupe pour y proposer la découverte des espaces maritimes naturels et ruraux dans des conditions de « mobilité douce », avec création d'un agri-tourisme puissant. Le réseau de pistes cyclables accueillera notamment des tricycles à propulsion mixte, humaine et électrique, grâce à des batteries et un panneau solaire installé sur le toit des tricycles.

Taxe de séjour, faible efficacité, et détournement de fonds : la **remplacer par une CIET** (Contribution à l'Investissement en Equipements Touristiques) dont la collecte pourrait multiplier par 6 les ressources.

Le **panneautage 4 x 3** en Guadeloupe est le pire que je connaisse ! Je n'ai jamais vu, dans toute la France, autant de pollution visuelle qu'en Guadeloupe continentale : la prolifération des panneaux est tout simplement monstrueuse. Je propose l'institution d'une taxe de séjour pour les panneaux publicitaires 4x3 ; la soumission de l'implantation des panneaux 4x3 à une procédure de permis de construire systématique, ...

490.

Réformer l'éducation pour **intégrer l'apprentissage des langues étrangères dès la maternelle**. Développer des écoles spécialisées dans les secteurs du tourisme, l'environnement, la médecine, les énergies renouvelables.

554.

Il faut **un statut particulier pour la Guadeloupe**. Les termes outre-mer et ultramarins déjà sont à proscrire. Aider les jeunes nés en Guadeloupe après les études à revenir travailler chez eux en les **exonérant de l'impôt sur le revenu pendant trois ans**. Objectif : éviter la fuite des cerveaux et le vieillissement de la population.

625.

Accélération de la construction du CHU. Absence de réseau de soin cohérent avec une augmentation de la morbidité et de la mortalité de la population de Guadeloupe.

713.

Il faut une véritable action environnementale et sociale qui commence par une bonne planification des transports et qui encourage une utilisation raisonnée et modérée de la voiture. Pour cela il **est nécessaire d'encourager l'utilisation de formules alternatives : rendre plus sur l'usage du vélo et des transports publics**. Comment choisir le transport en commun quand on a une voiture si on risque sa vie par manque de trottoirs ? Comment prendre le vélo si les voies vélo sont inexistantes ? Par ailleurs, l'abandon du projet de tramway est pour moi une immense erreur.

Il faut aussi une politique pour les jeunes et une réappropriation des espaces urbains, sans quoi nous allons livrer l'espace public aux gangs.

716.

Besoin de services publics (eau et hôpitaux en priorité) et d'**une politique agricole durable commençant par la décontamination des sols chlordécones**.

902.

Structurer et développer les filières pêche et viande.

983.

Privilégier la restructuration des réseaux eau, électricité, routier

1029.

La première chose à faire, selon moi, est de créer de la cohésion dans les choix relatifs au développement du territoire. Ça passe par **une assemblée unique**. Nous sommes un petit territoire et la foultitude de représentants politiques crée de la cacophonie et de nombreuses divergences. Il s'agirait de proposer un comité de direction (avec plusieurs élus) du territoire et non UN chef.

1087.

Continuer et développer l'économie verte et bleu, l'environnement, le développement durable, la recherche en matière de lutte contre le réchauffement climatique, et **axer la formation professionnelle vers les nouveaux métiers du numérique**.

1156.

Il serait temps d'arrêter d'aligner tous les prix de consommable sur les 30% environ de fonctionnaire qui vivent sur le territoire les 70% environ qui font l'économie du territoire tirent la langue pour survivre. Réduire la pollution en mettant un réel service de transport en commun moins d'embouteillage pas d'endettement avec les radars moins de voiture sur la route moins d'usure des routes (prendre exemple sur nos voisins de la caraïbe où l'on ne reste pas sur le trottoir plus d'une minute sans qu'un minibus ne vous mène à bon port) Réelle aide au développement du tourisme et de l'auto suffisance locale par le développement agricole, de la pêche et le solaire, le vent bref ce que l'on peut localement mettre en avant.

1276.

Il existe un foisonnement de créateurs d'initiatives sur le territoire dans tous les domaines. Serait-il possible **de créer un espace ou labo mis à disposition de tous ces créateurs**. Idée qui leur permettrait de développer leur idée, de l'expérimenter à plus grande échelle et certainement de développer leur emploi et d'autres emplois à la clé. La Guadeloupe souffre du manque d'espoir des jeunes.

1329.

Imposer la règle d'or sur les budgets de collectivités etc. Forcer l'investissement structurant et diminuer les emplois publics. **Mettre fin au scandale des 40 % de vie chère** ou alors l'appliquer à tous. Mais c'est une situation totalement injuste et inconstitutionnelle ! L'égalité Du citoyen est bafouée au nom de l'histoire. Merci.

1518.

Transférer la sur-rémunération et la défiscalisation vers les investissements structurants et la formation.

1525.

La France est une vitrine en Europe. Il faut que chaque département et territoire soit une vitrine pour les autres pays ou îles qui l'entourent... Et donner plus d'autonomie commerciale aux DOM-TOM. 4 tranches de jambon à 8 euros en Guadeloupe. Il y a des cochons partout dans les pays alentour, **construisez une usine de charcuterie...**

1545.

Création **d'un statut spécial pour entrepreneurs** dans les doms pour les jeunes et seniors. Statut qui permette véritablement de créer son propre emploi et sans charges ou pris en compte par région pendant période 1 an.

1636.

Une meilleure diffusion de l'information utile au développement de la Guadeloupe en la rendant plus attractive afin que la population se sente davantage concernée. Ce questionnaire en est un bon exemple. De Plus une transparence vit à vis de la gestion de l'argent publique guadeloupéen. **Plus d'aide pour les diplômés locaux** dans le but qu'ils s'épanouissent professionnellement en Guadeloupe et non pas ailleurs.

1670.

Déjà **prendre enfin en charge les problèmes d'approvisionnement en eau du territoire** guadeloupéen alors que notre île n'est pas en pénurie et obliger par décret les différentes sociétés gestionnaires (pour moi le SITE par exemple) à s'entendre entre elles alors que ça fait plus de 70 ans que sur les factures est prélevé une participation pour l'entretien des canalisations. Mais où est donc passé cet argent-là ? Plus de 60 %de déperdition sur l'acheminement de l'eau, c'est intolérable ! Cela fait partie intégrante du développement économique et écologique auquel les habitants de notre belle île peuvent prétendre puisque c'est leur contribution personnelle qui y participe. ... normalement !

1710.

Ecouter plus les avis du peuple. En Guadeloupe, les politiques ne font rien. Juste remplir leurs poches. Il y a des situations critiques en Guadeloupe : le chu, le chlordécone, le problème de l'eau. Il faut que les politiques s'investissent plus : amélioration. De la distribution d'eau, remplacement des tuyaux de canalisations. Pour le chu (délocaliser le chu, ouvrir des structures fermées antérieurement pour fonctionner au mieux, écouter le personnel).

1767.

Une meilleure intégration dans la Caraïbes ! **Une coopération judiciaire** pour le transfert des individus condamnés dans leur pays ou région d'origine afin d'y purger leur peine !

1784.

Bonjour, merci pour cette invitation à l'expression. Je suis médecin urgentiste et souhaite **implanter la TELEMEDECINE** au mieux sur la région Caribéenne globalement.

1809.

La Guadeloupe doit bénéficier **d'un statut spécifique** transitoire à l'image de Saint Bath pour lui permettre dans le futur d'accéder à sa souveraineté.

1820.

Engager une réforme statutaire pour faire de la Guadeloupe une collectivité d'Outre-mer dotée d'une autonomie affirmée dans certains domaines et recentrer les missions de l'Etat sur les contrôles (environnement, sécurité publique et routière, inspection du travail, etc.)

1864.

Que la Guadeloupe soit traitée à l'égal des départements français, car que ce soit les entités administratives ou commerciales, soit on ignore ou oublie les outremer soit on se sert de leur spécificité pour justifier de tarifs prohibitifs. Quelques exemples : **le portail Sylaé n'accepte pas les BIC des banques outremer, les tarifs des opérateurs mobiles sont hors de prix tout comme de nombreux produits de consommation.**

1913.

Certaines administrations spécifiques n'ont aucune représentation locale, **de nombreux sites de vente en ligne refusent de livrer en outre-mer**, l'incendie du CHU de pointe à pitre n'a eu aucun écho dans la presse nationale etc. etc.

2001.

Un **plan d'éducation d'urgence** ((école aux normes, moyen humain et financier pour assumer une politique d'éducation a minima égale celle d'un département français) et une **orientation de l'économie vers les solutions vertes** afin d'être un territoire innovant (transport, tourisme, déchets).

2082.

Aider les jeunes ayant des diplômes (bac + 3, BAC +5) à obtenir un travail correspondant à leurs critères au sein de leur île.

2144.

Une éducation culturelle pour nos enfants reconnue par l'éducation nationale ; **des forums de discussions réguliers** au sein de la population avec nos dirigeants locaux ; une réelle écoute de nos doléances au niveau de l'hexagone par l'acceptation de nos spécificités ; le respect des droits de notre population au même titre que celle de l'hexagone, notamment en matière de sécurité et d'emploi ; une vraie politique écologique de par notre environnement naturel.

2200.

Bonjour, qu'il y est **des assises des jeunes** (16/25 ans), (réunion de groupes) (ils le font bien pour le carnaval...), en 1er lieu par quartier et que soit posées des revendications pour le développement de leur quartier et ensuite le proposer en Mairie, étudié avec eux et transmises en région. La réponse doit être donnée ensuite à la Maire et aux jeunes qui doivent débattent ensemble du résultat et éventuellement de la mise en place du projet si accepté. C'est juste une idée car on parle souvent des jeunes, ou actions faites pour eux sans leur demander leur avis.

2243.

Développer le point fort de la Guadeloupe : son littoral. **Laisser des restaurants s'installer en bord de plage** pour attirer les touristes. Le tourisme est le vrai poumon de la Guadeloupe.

2403.

favoriser la formation des jeunes vers des filières d'excellence sur le territoire (cadres supérieurs-accroissement des niveaux de bourse) , favoriser le retour au pays suite aux études, réduire les charges sociales pour favoriser les embauches, réduire les différences de salaires et favoriser la parité salariale , améliorer l'accès aux outils numériques et connectés sur le territoire, soutenir et favoriser les projets en faveur du numérique, favoriser la modernisation des outils des entreprises (aides publiques pour la modernisation pour les TPE ET PME sous conditions), dynamiser le territoire en décentralisant les zones d'affaires (**désenclaver la zone industrielle de Jarry**) en dynamisant les zones d'activités périphériques. Créer des communes plus connectées (communes connectées = ZAC/ZI RURALES DYNAMIQUES), FLUIDIFIER l'accès aux aides publiques et simplifier les démarches pour les porteurs de projets. Avoir un interlocuteur unique. Centraliser l'information (une partie est faite, il reste encore beaucoup à faire) pour les collectivités et institutions publiques, centraliser, et mutualiser les compétences (humaines, moyens...) et **créer un site unique de diffusion des annonces et marchés publics.**

2455.

Durcir le **contrôle des horaires des bus et rajouter des lignes** dans certains quartiers isolés. Créer un site pour voir son itinéraire et vérifier les horaires des transports en commun. Faciliter l'entrée sur le marché agroalimentaire et produits divers de nouveaux concurrents. Ex.: Walmart. Permettre plus d'autonomie politique concernant notamment les règles sanitaires (taux de contamination des sols au chlordécone).

2479.

Structurer **des réunions de quartier + des espaces d'expression citoyenne** à l'échelle des communes.

2541.

Il serait nécessaire d'instituer à destination de ce public **un service civique OBLIGATOIRE** pour tous ceux qui ne seraient ni à l'école, ni au travail, ni en activité, en formation, en maladie ou autre. Au cours de ce service d'un minimum de 12 mois, un accompagnement individualisé, la formation de base, l'instruction civique, la prévention santé, la sensibilisation aux risques sismiques ainsi que la protection de l'environnement et la préservation de la biodiversité devront être dispensés. L'accès à la culture et aux nouvelles technologies étant également parties des activités menées tout au long de la journée par ces conscrits. Cela permettrait de préserver dans ce territoire, le peu de jeunes qui restent et de leur donner des perspectives qu'ils n'ont pas actuellement.

2976.

Baisse des prix en commerce type **pourcentage de bénéfice plafonné** pour éviter les produits 2 à 3 fois plus chère que dans l'hexagone. Baisse des frais postaux entre France et Outre-mer. Plus de facilité d'envois. Obligation pour les entreprises de l'hexagone à nous inclure dans leur envoi / certains jeu concours comme des gains de lot. **Plafonnement des prix de téléphonie mobile ou télévision** (même pour des tarifs pour personnes "sociaux", les prestations ne sont pas top). Taux de CDI minimum par entreprise. Taux d'emplois jeune minimum type 1/entreprise (discrimination positive). **Création d'un centre commercial vers Gourbeyre. Ouverture de fast Food sur la basse terre hors centre-ville....**

3054.

Se tourner davantage vers le local et **créer une alliance Caribéennes** pour s'entraider économiquement, culturellement et politiquement, plutôt que de compter sur le Gouvernement Français à 8000 km pour nous assister en permanence que ce soit pour l'alimentation, l'énergie, les matériaux et marchandises, etc. Commencer à être fier de notre territoire, notre culture, notre peuple pour chercher à se développer ensemble été pour nous même avant regarder toujours l'hexagone comme modèle et l'envier en pleurant sur son sort. Miser sur l'écologie pour devenir même un exemple, et exploiter ainsi tous les ressources et richesses de notre territoire.

3098.

Réfléchir et proposer un plan santé par le sport pour tous.

3159.

Réer plus d'emploi pour les jeunes, créer des emplois autour de la mer, prendre en considération les jeunes créateurs d'entreprise et les aider à concrétiser leurs démarches, simplifier les démarches pour les créateurs d'entreprise, **dans le domaine de la petite enfance ouvrir plus de porte pour les ouvertures des maisons d'assistantes, maternelles**, qui sont bien moins coûteuse qu'une crèche.

3178.

Sortir du principe que les OM sont des territoires devant être traités différemment (au sens de décaler dans le temps) de l'hexagone. Tous les départements et Régions de France ont des spécifiés devant être prises en compte dans le système normatif et les politiques publiques nationales.

3250.

Arrêter de détruire coup après coup notre belle île de Marie-Galante. Plus d'hôpital, disparition des services publics, plus d'aéroports, contrôles administratifs d'entreprise 2 fois l'an c'est du harcèlement. Aucun nettoyage des plages alors qu'on n'a jamais connu plus de tourisme qu'aujourd'hui. Non réparation des réseaux électriques internet et téléphonique depuis 6 mois. Pas de catastrophe naturelle après Maria. Pas de remboursement de l'assurance, pas de prise en compte après 15 mois de sargasses, saupoudrage d'aides aux copains, la liste est longue.

3275.

En conséquence, nous souhaiterions avoir la garantie des pouvoirs publics français quant à **l'application sécurisée et justifié de ce Règlement Novel Food** en produisant par exemple une note circulaire pour donner des instructions quant au champ d'application dudit Règlement européen.

3432.

Réduire la circulation automobile, grâce à la **construction d'un tramway**, une vraie politique de l'énergie et de l'eau en prenant modèle sur l'île d'El Hierro, et le plus important SOYEZ PRO.

3514.

Création d'un programme de récifs artificiels protéger restaurer écosystème sous-marin augmenter la biomasse de certaines espèces développement de l'écotourisme formation d'étudiants en biologie marine.

3548.

Plus de contrôles de la part de la métropole avant, pendant et après la mise en œuvre d'un projet. Plus d'anticipation de la part des politiques sur le développement des infrastructures : routes, eau, santé.

3587.

Des conseils citoyens même pour les quartiers hors zsp.

3765.

Une meilleure présence a l'international afin de développer le tourisme. **Plus de possibilité de création d'entreprise pour les jeunes sans fonds.**

3772.

Il parait essentiel de créer au plan local, un **comité consultatif de la gestion des forêts publiques** pour définir une stratégie cohérente, concertée, financée et durable.

3774.

Utiliser des mécanismes de protection des industries naissantes sur des secteurs identifiés sur le territoire : agriculture biologique et artisanat haut de gamme.

3820.

Meilleur contrôle de l'immigration, répartition équitable CMU, supprimer les allocations rsa et le minimum retraite aux clandestins. Revaloriser les Droits retraite pour ceux qui ont cotisé. Supprimer les impôts fonciers pour les retraités.

3865.

Réouverture des ponts de la Gabarre et de l'Alliance.

3895.

Protéger les espaces agricoles et naturels, limiter l'urbanisation, remettre en culture les terres agricoles laissées à l'abandon, **lutter contre l'indivision des terres**, en partie responsable de leur non mise en valeur.

3898.

Créer un fond d'investissement ACCESSIBLE pour octroyer des microcrédits (inférieur à 7500€) aux JEUNES GUADELOUPEENS (18-35ans) porteurs de projets et entrepreneurs. Un fond indépendant de la Région, de l'Adile, du Département, et des banques. Ce fond financerait les projets portés par des jeunes dans les domaines de l'ARTISANAT, les ACTIVITES DE SERVICES dont les investissements en général inférieurs à 8000 euros dans le cadre des micro-entreprises.

Demander à chaque commune de présenter un projet COMMUNAL annuel ou pluriannuel (3/5ans) de développement de son propre territoire (valorisation de sites, création de structures à vocations touristiques...). Dans un contexte plus global, des petits porteurs de projets pourraient créer leur emploi à s'associant à ces projets de développement communaux. Les communes créeraient par exemples des locaux ou des sites qui seraient fournis aux porteurs de projets pour l'exploitation de leur entreprise (artisanat, service...).

3970.

Organiser des états généraux sur l'entrepreneuriat afin de développer un tissu économique plus large et plus accessible.

3976.

On ne peut pas être concurrentiel face aux autres îles de la caraïbe. Il faut que la Guadeloupe devienne attractive (**suppression de la tva et de l'octroi de mer**), **aide à l'exportation des produits locaux, suppression des 40% octroyé aux fonctionnaires** (cela crée une société à 2 vitesses et un sentiment d'inégalité), **remettre en place la défiscalisation mais uniquement pour les particuliers ou/et les petites entreprises (avec des contrôles en continu)**. Dans les années 80 la Guadeloupe a été la plus grosse base de bateaux de plaisance grâce à la défiscalisation. Il n'en reste plus rien !!!! Il n'y a pas de problème de sécurité, c'est un problème économique.

4056.

Il faut absolument protéger la production locale. Ex. : **mettre une surtaxe sur toute production qui concurrence la production locale.** Cette taxe permettra de positionner le prix du produit concurrent importé plus élevé que le produit local. Cette taxe perçue pourra être utilisée pour valoriser le producteur et/ou la production locale.

4126.

Nous avons la chance d'être le seul DOM et la seule île caribéenne, avoir deux accès maritimes. Pourquoi ne pas **développer le port de Basse-Terre pour les terminaux de croisière**, et concevoir l'idée de hub caribéen, d'autant plus que celui-ci est déjà en eau profonde ?

4165.

Définition d'une stratégie touristique adaptée au territoire et aux spécificités/contraintes françaises afin de distinguer durablement la destination Guadeloupe des autres lieux touristiques

- Soutien plus efficace aux projets des TPE/PME locales, moins de rigidité administrative
- Renouvellement des dispositifs de subventions régionales qui sont les mêmes depuis plus de 5 ans et qui ne sont pas adaptés au tissu économique local
- Promotion des réussites locales auprès des jeunes et des moins jeunes, apprentissage de l'entrepreneuriat dès le plus jeune âge afin de susciter les vocations et d'avoir une population plus dynamique
- Mise en place de mesures radicales contre la violence et l'oisiveté des jeunes (apprentissage obligatoire d'un métier par les personnes sous-main de justice ; sanctions "pratiques", telles que les travaux d'intérêt général).

4194.

Aider l'innovation. **Faire de la Guadeloupe un territoire expérimental dans le domaine des technologies respectueuses de l'environnement.**

4200.

Axer le développement touristique à travers les arts et traditions et structurer la formation des cadres. Organiser, optimiser l'autonomie alimentaire et développer les échanges commerciaux inter-caribéens. Plus d'implication des populations locales dans les actions publiques. Augmenter l'intégration sociale et économique de notre jeunesse sur un plan local.

Propositions Guyane

Les propositions ci-dessous forment une partie des résultats obtenus dans le cadre de la 2^e consultation numérique des Assises des Outre-mer qui s'est déroulée du 16 février au 31 mars 2018. À cette occasion, 4 221 citoyens d'outre-mer ont exprimé leurs idées et leurs suggestions pour améliorer leur territoire. L'ensemble de ces propositions a été étudiée par l'équipe des Assises afin de préparer la rédaction du livre bleu outre-mer.

39.

Favoriser le tourisme et les activités touristiques par un financement issu des recettes générées par de **l'eco production énergétique (solaire / éolien)** mais aussi, **des richesses du sol guyanais (or)**.

113.

1. **Construire des routes reliant le littoral au Maroni, route Camopi à St-Georges**

2 **Créer un chemin de fer sur le littoral** avec des trains à moyenne vitesse

3 Taxer davantage les satellites, l'or et la bio technologie.

4 **Avoir une société minière régionale**

5 **Avoir une compagnie aérienne régionale** desservant les pays d'Amérique du sud et de la Caraïbe.

142.

Adaptabilité du Droit Régalien au Territoire par des lois spécifiques ; Ouvrir l'espace aérien aux compagnies étrangères pour lutter contre les monopoles et désenclaver le territoire ; Libérer l'économie en favorisant les échanges, commerciaux, touristiques...transfrontaliers et au-delà par un **statut du Territoire en Zone Franche** ; dans le domaine de la Santé, donner aux Centres Hospitaliers le statut d'Hôpital International.

155.

Développer les infrastructures touristiques écologiques conséquentes pour créer des emplois et valoriser le territoire

206.

Restons dans du concret ... Demander **la route pour Maripasoula par exemple est une erreur** car elle n'apportera pas plus qu'aujourd'hui... je vois la route pour Apatou, ça généré que très très très peu de développement sauf le tour cyclisme qui y arrive mais même pas d'hôtel pour les recevoir ; obliger de redescendre sur St Laurent pour passer la nuit (pas de réseau téléphonique, pas de services supplémentaires, pas d'entreprise ou très peu) mettons nos forces sur des projets concrets. **Un dispensaire à Mana** par exemple ne serait pas un luxe pour soulager le CHOG (un doigt coupé à l'abati, il faut faire une cinquantaine de Km pour avoir des soins, **des logements sociaux à maripasoula** pour les profs et les fonctionnaires de l'état serait plus judicieux qu'une route). Il manque de **l'ingénierie dans le montage des projets** selon le préfet donc trouvons de la matière grise sur notre territoire et montons de vrais projets pour notre Guyane. (Je suis un africain qui aime la GUYANE). Comment expliquez-vous qu'il n'y a classe l'après-midi pour les enfants dans l'Ouest ???

Je pourrai écrire un livre sur les projets à faire mais je vais faire confiance aux élus pour y parvenir et si je peux aider, je serai ravi de le faire.

210.

- Idée principale : la décentralisation a confié de nouvelles compétences aux collectivités territoriales. Je constate sur mon territoire une incompétence de la CTG faisant que ces compétences nouvelles ne sont pas mises en œuvre créant une carence dans la délivrance du service au public. Ce fut le cas par exemple sur **la lutte contre l'illettrisme qui n'a connu aucune action durant 3 ans**. C'est le cas depuis maintenant **2 ans sur l'accompagnement des créateurs d'entreprise** qui n'est plus mis en œuvre depuis la bascule de compétence de la DIRECCTE vers la CTG. Je propose que la législation permette de dessaisir une collectivité de ses compétences si elle ne les assume pas.

Proposition 1 : Le territoire de la Guyane est très vaste et la mobilité des demandeurs d'emploi, stagiaires ou salariés vers les zones d'emploi est rendue difficile par l'absence de structure d'hébergement adaptée. Je demande que soit enfin **créé à Cayenne un Foyer de Jeunes Travailleurs**

- proposition 2 : Comme sur d'autres territoires d'outre-mer la jeunesse guyanaise est très impactée par les problèmes d'obésité. L'éducation alimentaire est déficiente. Cela est renforcé par le fait que la grande majorité des collèges et lycées ne sont pas équipés de cantine. Beaucoup d'enfants grignotent à la pause méridienne achetant des chips ou sandwiches "chez le chinois du coin" et certains issus de familles pauvres ne mangent pas à midi. Les collectivités successives n'ont jamais assumé leurs responsabilités sur ce point. **Il est incontournable que tous les établissements scolaires déjà construits et les nouvelles constructions, soient équipés de cantines** pour offrir à nos enfants une alimentation équilibrée et une éducation alimentaire.

225.

Avoir les mêmes avantages que dans les autres outre-mer ou métropole : ex commande sur internet livraison impossible outre-mer, prix des billets d'avion pas moins de 600 euros
Désenclavement du territoire **pourquoi il n'y a pas de route pour les communes du territoire Gransanti Papaïchton Maripassoula etc...**

299.

Création **d'une carte de couverture pour les zones blanches**. Lié à mon projet veldissimo telecom, ce projet permettrait à n'importe qui d'alerter sur une zone non couverte.

443.

Augmenter le PIB, innovation, moyens de production, formation, exportations.

Ouvrir **une université du spatial** pour la région Guyane Brésil Antilles.

Agir sur la pêche, le bois, rassurer la population sur la santé.

Et ne pas oublier la production de cacao et de café.

Tout est à faire en Guyane.

701.

Que l'état prenne réellement en compte les besoins de la Guyane et écoute réellement la population pas juste faire semblant. Surtout que des aides sont créées pour d'autres pays non Français alors que certains Dom sont dans un réel besoin Mayotte Guyane pas des promesses non tenues de vrai engagement. Ne serais ce **qu'un hôpital pour Maripasoula** commune isolée sans hôpital normal pour un département français ? ?

862.

Permettre l'accès au foncier aux citoyens (l'état possède plus de 90% des terres en Guyane !?)

956.

La puissance publique doit, en lien étroit avec les élus locaux **dessiner des perspectives et des scénarios de développement adaptés aux particularités du département** (250 000 habitants, continental, forte jeunesse déscolarisée et non formée, forte immigration, une biodiversité remarquable sur laquelle investir massivement (tourisme, agriculture, pêche foresterie...))

994.

Plus de coopération de sécurité et de respect de la part des territoires avoisinants (orpaillage illégal pillage de la mer). Lever tous les freins relevant de l'Europe ou de la France hexagonale : adapter les lois au regard de notre territoire et de notre économie (taxes moindres, **adaptation des normes (exemple fumage au bois de Guyane)**)

Plus de souplesse pour projets de développement d'activités économiques (subventions, acquisitions du foncier, règles administratives.

1323.

Les lois nationales et européennes sont conçues pour des territoires localisés géographiquement en Europe (climat tempéré), interconnectés, sans potentiel de ressources et modernes (transports, routes, énergie, téléphonie...). Elles sont un frein au développement du territoire. L'administration locale n'a aucune prérogative pour y déroger ou pour adapter ses décisions au contexte local. Les projets de développement sont freinés et capotent. **Proposition : Une préfecture et des administrations ayant plus de libertés de manœuvre** et des instructions visant à favoriser le développement du territoire.

1333.

Mettre en place une plateforme ou les citoyens pourront y mettre leurs avis et idées pour le territoire à tout moment dans l'année. Améliorer le système de soins pour une meilleure qualité de soins et plus de moyens pour le personnel (**construire un hôpital à l'est de la Guyane**). Régler le problème de sécurité en apportant les moyens humains et matériels (**construction de commissariat à l'ouest et l'est à la Guyane**). Désenclaver les communes éloignées. Construire des écoles collèges lycées. Développer les communes de l'ouest et l'est (hôpital, commissariat, transports écoles.)

Des trains pour accéder aux communes éloignées rapidement et à tout moment. Construction d'un aéroport à l'ouest et à un dans l'est de la Guyane. Développer le tourisme. Améliorer les réseaux de télécommunications et desservir les zones isolées afin d'être joignable partout sur le territoire Régler les problèmes de réseaux Edf (plus de coupure à tout moment).

1474.

L'environnement naturel extraordinaire de la Guyane devrait être mis en valeur par un mode de vie respectueux de la Nature, des activités en lien avec celle-ci (activités nautiques et de fleuves, conscience écologique, développement de l'artisanat local (**filière bois**), mise en valeur des connaissances des peuples amérindiens (**pharmacopée...**), **formation des jeunes** en lien avec leur époque et leur contexte social et géographique. A l'inverse nous souffrons de lois inadaptées au territoire, de politiques sans audace ni idées, d'une lenteur qui décourage les plus volontaires.

1612.

Développer une agriculture innovante et diversifier avec une diminution drastique des pesticides. Partir sur des cultures à fortes valeurs ajouter. Reboiser les espaces urbains avec des essences multifonctionnelles (ombrage, fruitier, épuration des cours d'eau). Indiction des produits jetable (gobelet plastiques, sac plastique...). Mettre en place **des unités de recyclage du plastique** et créer une valeur ajouter au produit. Mettre en place **des zones de randonnées**. **Création d'un SDAGE (directive lois sur lois)**, beaucoup de pollution de cours d'eau.

1641.

Mettre en place un TedX en Guyane pour s'ouvrir aux initiatives de territoires ayant des similitudes et des solutions

1722.

Les communes enclaves pourrais avoir des personnels soignants de proximité pour cela il suffirait de **mettre les formations Aide-soignant**, Auxiliaire de puériculture, Infirmière, en formation par contrat d'apprentissage comme le fait certaine régions métropolitaine. Idem pour les enseignants. Afin de ne pas séparer les familles.

1739.

Campus universitaire d'art, interculturel, sportif, industriel et tourisme pour former les futurs personnels localement, sans avoir à partir en métropole.

1744.

Créer **un think-tank par bassin géographique**.

1794.

Construire des villes (ou bourgs) nouvelles dans l'intérieur du territoire pour développer les massifs forestiers et touristiques, de plus créer ainsi des concessions pour l'or en toute sécurité.

1837.

Que tous les **fonctionnaires** venant de métropole, en détachement ou non, aient un **droit inaliénable à demeurer en outre-mer** sans autre condition que celle de la liberté constitutionnelle. In fine, tous les fonctionnaires métropolitains qui construisent leur vie en outre-mer sont une véritable force vive d'innovation et de création de richesse culturelle et économique.

1907.

Mettre en place des lotissements agricoles et industrialisés, ce secteur pourvoyeur d'emploi pour les faiblement et non diplômés.

2040.

Garder plus longtemps les Directeurs ou les personnes de structures publiques ou privées lorsqu'eux ceux-ci apportent une plus vraie plus-value au fonctionnement de l'institution. (Arrêter de les faire tourner tous les 3- 4 ans : Il faut alors tout recommencer ...)

2074.

Libérer le foncier pour un développement Economique.

2135.

Le port de Guyane est l'un des ports les plus chers au monde, ainsi pour dynamiser l'activité locale il faudrait **supprimer les droits et taxes sur les produits fabriqués sur place** et exportés vers l'Europe et l'Amérique Du Sud.

2203.

Faire de la Guyane **un pôle technologique européen en matière d'énergies renouvelables**.

2209.

Plus de transparences dans les décisions prises, l'attribution et la gestion des financements. Enfin **évaluer les programmes** dans leur ensemble : cohérence, pertinence, efficience... Et prendre les mesures correctives nécessaires même si ça doit affecter certains egos.

2292.

Avoir plus d'aide pour les personnes qui veulent créer leurs entreprises. Avoir **une banque de proximité de Guyane pour les guyanais**. Entre la France et la Guyane et non France/ Antilles/ Guyane ; que ses intérêts profitent à notre économie Guyanaise.

2328.

Pourquoi n'existe-t-il pas **un train qui relierait Saint-Laurent à Cayenne** ? Qui empêche ce projet ?

2450.

Une politique adaptée à la situation géographique et démographique de la Guyane. Un commerce adapté avec les pays voisins afin de baisser le coût de l'alimentation qui est exorbitant ici. Renvoyer les délinquants dans leurs pays respectifs et faire payer ceux qui restent au centre pénitentiaire afin de dissuader les jeunes défavorisés de tomber dans le monde du crime et économiser des millions

dépenser par les travailleurs. Favoriser le développement des PME PMI, avec des subventions plus accessibles. **Créé des relais comme ils existent déjà en métropole pour les services public comme la CAF et la CSSG.**

2544.

Développement axé sur la richesse naturelle de la Guyane comme écotourisme, recherche sur la biodiversité et ses atouts, recherche sur les remèdes locaux, promouvoir la faune aussi comme un aquarium de la Guyane avec ses milliers d'espèces d'eau douce. Développer un vrai réseau de transport en commun. Aider les associations pour lutter contre la pollution et faire de la prévention. Valoriser les savoirs faire locaux. Favoriser les cultures fruits, légumes et plantes médicinales ou aromatiques de façon biologique.

2628.

Avoir des industries exportatrices, travailler avec le Suriname et le Brésil.

Un port eau profonde sur Kourou position centrale de la Guyane pour aller vers le nord et sud.

Arrêter le politiquement correct avec les fonctionnaires locaux pour la plupart incompétent et qui freines le développement et les arrangements entres "famillsssss"

Être le moteur de nouvelles ambitions innovatrices et ne pas vouloir rattraper la métropole mais la dépasser.

2672.

De mon point de vu, l'assistantat CAF et RSA sont des freins au dynamisme et au développement de notre territoire.

De mon point de vue il faut vraiment endiguer l'immigration (en arrêtant de donner autant d'aides sociales) et permettre et accompagner le développement de petites initiatives locales qu'elles soient individuelles ou collectives.

La priorité devrait être donné à la valorisation de nos richesses (biodiversité, diversité culturelle, espace, eau, etc.) de plusieurs moyens (agriculture, huiles essentielles, tourisme, recherches pharmaceutiques, artisanat, etc....).

Enfin nous avons besoin d'un vrai investissement financier de notre pays La France pour doter notre territoire d'écoles de qualité et répondant aux besoins, de centres de santé dignes de ce nom et d'infrastructures diverses (routes, crèches, centres pour les jeunes, etc.).

2728.

Éduquer la jeunesse en construisant des établissements scolaires pour accueillir les élèves dans de bonnes conditions. **Équiper les établissements scolaires d'ordinateurs, d'internet, de vidéo projecteurs, de climatisations dans toutes les salles de classe.**

2770.

Scolarisation des enfants à partir de deux ans et demi.

2787.

Création d'aires protégées supplémentaires sur le territoire, supports d'une protection accrue des ressources naturelles et d'un potentiel touristique peu valorisé.

2840.

La Guyane est le deuxième département avec la part modale des transports effectué en vélo la plus forte ! (Source étude DEAL-CEREMA 2016). Pourtant aucuns aménagements cyclables. La mobilité à vélo est donc subie plus que choisit. Il faudrait **des appels à projet spéciaux vélo** pour que les collectivités puissent répondre et **développer les itinéraires cyclables** !

3034.

Développer l'écotourisme et réhabiliter les contrats aidés au lieu du projet de mine de 'La Montagne d'Or'.

3062

Développer l'ensemble des réseaux (électricité, eau potable, téléphonie, fibre). Il n'est pas normal que nous ayons des coupures de réseaux au 21 e siècle. Pourquoi pas également **une ligne de chemin de fer d'est en ouest de la Guyane**. Cela donnerait du travail, et faciliterait les échanges sur notre territoire.

3065.

L'accès à l'EDUCATION pour tous qui implique soit le DESENCLAVEMENT des communes de l'intérieur ou bien la ratification de la convention 169 de l'Organisation internationale du travail (OIT) avec la **reconnaissance officielle des institutions coutumières autochtones des peuples de l'intérieur**, leurs droits à la terre et à développer des projets miniers tenant compte de l'environnement.

3242.

Avec une population aussi jeune nous devrions avoir plus d'école, de lycée, d'université comportant notamment **un pôle de recherche tournée vers la biodiversité, la faune, la flore et l'économie bio**.

3317.

Meilleur accès à la culture : en OM les livres sont + cher. La TV à 1h de retard. Il n'y a pas de médiathèque. Faire venir de vrais urbanistes pour avoir des voies de circulations logiques.

Faire des voies de tram. Cayenne est une ville construite de telle façon que 3 voies de tram réduiraient considérablement la circulation. Augmenter le SMIC, dans un département 40% plus cher on ne peut pas vivre avec un smic au mm taux qu'en métropole. **Rendre plus accessible les complexes sportifs en augmentant les heures d'ouvertures. Ouvrir un vrai centre de recyclage des épaves de voitures**, elles remplissent les marais et les bords de route. Faire plus d'éducation sur l'écologie et l'importance de ne pas tout jeter partout, les bords de route sont de vrai dépotoir.

Entretien le réseau routier.

3325.

Mettre en place un cadre réglementaire destiné à **intégrer la société civile dans les processus de décision** qui la concernent, du choix des thèmes et des priorités jusqu' à la décision finale. Le budget

participatif mis en place à Porto-Allègre en 1989 constitue un exemple en vraie grandeur de la voie à suivre.

3385.

Développement et modernisation dans l'Ouest de la Guyane (Route, Entreprise, Travail, Commerce, Ecoles, Commissariat, Bâtiment de juridiction ainsi que son personnel pour traiter sur place, Prison), Reconnaissance et Régularisation des statuts et du foncier des habitants peuplant l'Ouest.

3721.

Notre association porte le projet de création **d'un examen professionnel d'attaché territorial**. En Guyane encore plus que dans les autres régions, il n'est presque pas possible d'accéder pour les rédacteurs par la voie de promotions interne au grade supérieur d'attaché territorial. Le législateur à oublier cette possibilité qui est de favoriser la PI. Il est temps de modifier les décrets.

3906.

Mettre la Guyane en capacité d'aborder la révolution numérique qui permettra de rapprocher les habitants et de lutter contre les inégalités et les exclusions.

Propositions La Réunion

Les propositions ci-dessous forment une partie des résultats obtenus dans le cadre de la 2^e consultation numérique des Assises des Outre-mer qui s'est déroulée du 16 février au 31 mars 2018. À cette occasion, 4 221 citoyens d'outre-mer ont exprimé leurs idées et leurs suggestions pour améliorer leur territoire. L'ensemble de ces propositions a été étudiée par l'équipe des Assises afin de préparer la rédaction du livre bleu outre-mer.

38.

Affranchissement des contraintes fiscales européennes. **Création d'un espace économique spécifique**, autonomie politique partielle.

43.

Pour le territoire de La Réunion, je propose que l'on agisse rapidement **sur la sécurisation des zones de baignades et de surf**.

47.

Développer **l'offre de transports publics multimodale (bus, tram, train...)** pratique pour les usagers. Inciter les entreprises au télé travail et à décaler les horaires des employés pour étaler les flux de circulation.

119.

Un referendum populaire pour chaque décision.

138.

Développer une agriculture BIO pour la Canne et en faire un produit d'exception. Le faire monter en gamme pour assurer son avenir. De manière plus générale, **développer les filières agricoles d'exception : café bourbon pointu, vanille, ananas victoria, ... pour les exporter comme des 'produits de luxe'.**

160.

Favoriser l'implantation d'entreprises européennes et internationales sur des zones d'activités dédiées avec des avantages (moins d'impôts et de charges) pour les entreprises qui embauche des chômeurs de l'île...

199.

Prioriser le développement économique par la promotion et **l'extension du tourisme vert**, en favorisant l'émergence d'une charte définissant les objectifs, modalités et évaluations.

204.

Il faudrait que l'aménagement du territoire soit élaboré d'une manière précise et bien pensée avec des objectifs bien précis dans le temps. Exemples : **habitat plus concentré**. Transport en commun par voie ferrée (train).

211.

Innover en matière de transport et de déplacement sans tout sacrifier à l'automobile individuelle. **Inciter au développement d'autres moyens de déplacements : transport collectif, autorail, téléphériques, vélo, sentiers réservés aux piétons et deux roues...**

224.

Faire de La Réunion un Territoire à Zéro Chômeur de longue Durée ; le travail ne manque pas ; l'argent non plus. Il faut utiliser cet argent pour mettre les gens au travail.

320.

Il s'agirait détendre en outre-mer, le projet mené en France depuis février 2018 par le gouvernement, pour l'appel d'étudiants en médecine d'intervenir dans les collèges et les lycées afin de faire de la prévention. Créer des contrats jeune pour ces étudiants en médecine afin qu'ils puissent se déplacer chez l'habitant pour délivrer et établir des certificats de décès, voire même permettre à ces étudiants en médecine d'accomplir le week-end des "**Prévention mobile à domicile**" chez les personnes âgées.

360.

Instaurer le **mécénat de compétences des agents publics** et insérer le service civique dans le cursus des étudiants des DOM

413.

Un tram train pour traverser Saint Denis jusqu'à la Possession en évitant la route du littoral. Pour les usagers. Avec possibilité de capter d'autres transports de part et d'autre du tracer. Créer une sorte de **Ferri entre Saint Denis et la Possession** pour le transport des marchandises. Cette route du littoral est un vrai calvaire.

488.

Responsabiliser les gens sur l'environnement, le respect en n'hésitant pas à **taxer les contrevenants**

575.

Pour ceux qui doivent passer des concours dans les DOM, les personnes devraient avoir le choix de **passer les oraux dans leur département d'origine** quel que soit le ministère.

695.

Développer les **centres et collectes de déchets recyclables**. Améliorer la communication à ce sujet.

771.

Remplacer la culture de la canne par de la permaculture et libérer la mainmise spéculative du foncier par quelques-uns pour réduire les couts exorbitants des locaux et terrains car cela étouffe les

créations de petites entreprises et appauvrit la population. Rétablir une ligne de train et rendre les transports propres et gratuits. Faire de la Réunion un département modèle et expérimental d'une réelle transition énergétique et écologique, investir massivement dans le solaire et l'éolien en mer, la réduction des déchets etc. Si la Réunion devient un département pilote, de nombreux emplois seront créés et elle rayonnera comme modèle sur la Zone et au-delà.

777.

Permettre à la population de pouvoir donner **son avis par le biais de référendum, notamment sur certains grands projets.**

792.

Arrêt immédiat de la vente d'automobile et de construction de routes. Organisation de transports en commun adaptés à l'île de haut en bas et autour de l'île. Développement de pluricultures à la place des champs de canne. **Développement de jardins et potagers communs.**

804.

Accès à la culture : Soutien financier plus important aux porteurs de projets et intervenants sportifs et artistiques dans l'éducation nationale tout au long de l'année par **la mise en place de classe sportives ; musicales (OAE ou autres) ; théâtre ; danses ; arts plastiques.**

826.

Programme type Erasmus de mobilité Métropole Réunion (dans les 2 sens) de scolarisation d'un an de lycée (toutes filières) pour une meilleure connaissance réciproque.

833.

Il faut que le statut de La Réunion puisse évoluer, **une assemblée unique** serait à mon avis le moyen de décentraliser les pouvoirs et de permettre une ouverture plus grande sur la zone de l'Océan Indien sans toujours attendre que les décisions viennent de Paris, mais aussi aux politiciens locaux de prendre leurs responsabilités et prendre enfin des décisions qui iraient dans le sens des besoins de la population réunionnaise en matière de chômage et dans d'autres domaines.

861.

Faire comme en Royaume Uni **une interdiction d'entrée d'animaux qui ne sont pas de notre île.**

1002.

Interdire les emplois de la famille des politiciens ! **Limiter à 1 seul et unique mandant** pour toutes les instances locales et nationales.

1195.

Il faudrait opter pour une **Discrimination positive** pour la mutation des fonctionnaires ultramarins dans leur département d'origine (à compétences équivalentes)

1253.

Mener une **politique de grands travaux publics d'état**, pour développer l'emploi et réduire l'écart en Equipement avec la métropole. Développer l'agriculture et l'agroalimentaire pour une plus grande autonomie alimentaire locale. Développer les énergies propres à partir de ce que nous disposons : la mer, l'eau, le soleil, le vent.

1257.

A La Réunion, et spécifiquement à la Réunion, plusieurs freins surgissent pour la remise en valeur des terres agricoles devenues trop petites suite au morcellement par héritages successifs. Ces terrains n'intéressent pas l'agriculture conventionnelle (trop petits, trop pentus, trop d'invasives, trop érodé) et les **procédures de "Terres incultes" de la SAFER** pleuvent sans aucune efficacité car les propriétaires de "petites" terres incultes ne trouvent pas d'agriculteur qui veuille les louer et ne peuvent pas non plus se former eux-mêmes. Pour détail des freins et des propositions de solutions : la canne à sucre couvre 40% de notre territoire agricole et nous oblige à importer 50% de notre nourriture, nourriture bien entendu gorgée de perturbateurs endocriniens amenant un bilan carbone désastreux. Nous savons tous, **depuis plus d'une décennie que cette culture n'a d'avenir que si elle devient biologique pour faire face à la concurrence internationale**. Mais cela nécessite 3 ans de reconversion. ---> **Il faudrait imposer la reconversion en canne biologique ou en culture vivrière biologique (et non seulement l'encourager par les MAE) Une solution intermédiaire entre la canne et la forêt existe, l'agroforesterie.**

1274.

Favoriser le développement du dispositif d'insertion par l'activité économique. En effet, la puissance publique ne peut aujourd'hui faire face seule aux besoins des territoires comme par le passé au titre de l'Etat Providence....**Je propose la mise en place d'une Conférence des financeurs sur l'IAE.**

1355.

Ma proposition consiste à **s'inspirer de l'expérience « territoire zéro chômage »** pour qu'à l'échelle de La Réunion, l'État mette en place un dispositif de CDI à temps partiel dans les associations et les structures de l'ESS à destination des bénéficiaires du RSA

1403.

Développer les transports publics (train, tram train, un peu plus de bus réguliers, à l'heure et plus petits), arrêter le tout voiture et ne pas dépenser des milliards pour la nouvelle route du littoral. Développer les énergies vertes car le climat et l'océan peut nous permettre d'être autonome. Rénover et améliorer l'accès à l'eau potable (dès qu'il pleut nous avons soit des coupures d'eau soit de l'eau impropre à la consommation que l'on nous facture comme si cela était de l'eau potable. **Et enfin ne pas concentrer toutes les entreprises dans le chef lieux saint Denis ou sainte Clotilde. Ne pas fermer les hôpitaux notamment les urgences, exemple à Cilaos il faut au moins 1h15 pour atteindre les urgences à terre sainte, si le temps est mauvais la route est fermée alors il faut déplacer un hélicoptère ou laisser mourir la personne en détresse.**

1532.

Interdire complètement l'entrée des pesticides et tous les engrais chimiques. Développer l'agriculture biologique et faire de la Réunion, une île propre. Poursuivre et développer les énergies

renouvelables, utiliser davantage les richesses de la Réunion, le soleil, la mer, le vent... **Le tram-train aurait été un moyen de locomotion écologique et nous aurait permis de mettre fin à la pollution.** Réfléchir à nouveau à cette alternative et cesser le lobbying du tout voiture.

1567.

Soumettre les comités directoires des régions, département, communes, et autres chambres consulaires **a des obligations de déontologie, de transparence, et d'intégrité** sur le plan financier et juridique. Organiser des plans d'accès ou de pérennité de l'emploi par des mesures fiscales et sociales exclusives aux outre mer et à ses natifs.

1610.

Devenir un territoire entièrement bio, aussi bien en termes d'énergie que de production ainsi que de développement. Et être ainsi un **modèle mondial**

1649.

Réguler les importations de véhicules. **Investir dans un incinérateur haute performance pour le traitement des déchets.** Communiquer encore plus sur le recyclage des déchets. Arrêter d'importer sur l'île des produits non recyclables comme le papier aluminium. Repenser la formation agricole pour arriver à une agriculture raisonnée voire 100/100 sans produits phytosanitaires d'aucune sorte. **Devenir autonome en maraichage.** Transformer des terres agricoles plantées en cannes pour du **maraichage raisonné.** Changer le cheptel bovin qui est malade et sous antibiotique afin de proposer aux réunionnais un lait pays de qualité et des fromages sans trace d'antibiotique. Stériliser les chiens et chats qui pullulent. Et je peux vous en trouver d'autres des idées....La Réunion est un joyau.

1716.

Une Zone Franche Globale pour inciter les entreprises Internationales à s'installer ici.

1743.

Développer plus l'économie verte et solidaire : exemple : **prêt à taux zéro au particulier pour l'équipement en chauffe-eau solaire et photovoltaïque afin de réduire la pollution et permettre la création de millier d'emploi**

1754.

Au sujet des déchets, je propose **l'installation de bornes pour les bouteilles plastiques qui les avalent puis les compressent.** La borne récompense le citoyen pour son geste à hauteur de 10 centimes d'euros par bouteille avalé.

1785.

Donner et encourager davantage **l'expérimentation de projets innovants.**

1848.

Laisser revenir la pêche traditionnelle et permettez-nous de pouvoir retourner à l'océan.

1889.

Mettre en place un **bateau de transport de passagers faisant la liaison du sud au nord**, avec arrêts à plusieurs endroits de l'île.

1894.

C'est désolant de le dire et la violence Contre les femmes, pour cela, je milite et créer un **Centre d'hébergements pour les femmes qui se trouvent à la rue**.

1932.

Développer le tourisme en **donnant accès aux plages** et en laissant les activités commerciales en bord de plage

1979.

Développer l'autosuffisance sur l'alimentaire, produire la canne en fonction de nos besoins. Et favoriser une agriculture avec de produits de qualité et rentables (café, cacao, vanille etc.). Importation directe des produits venant de l'Asie, **ne plus payer des sommes d'acheminement sur la Métropole plus un transport vers La Réunion**.

2004.

Pour la Réunion, un des moteurs pour son développement c'est le tourisme. Il serait intéressant notamment dans ce domaine de permettre à la Réunion de pouvoir créer des activités qui puissent attirer les touristes. Comment voulez-vous qu'on les attire si c'est pour venir sous les tropiques et ne pas pouvoir profiter de la mer. **Pourquoi ne pas faire des bassins de baignade type celui qui existe à Manapany tout autour de la Réunion**. Ce genre de structure ne coûte pas cher et permettrait aux personnes de pouvoir se mettre à l'eau en sécurité. Mais cependant la complexité de la législation empêche de mettre en œuvre ce genre de projet. C'est pourquoi il serait utile de l'adapter. **De plus, l'entretien du littoral et des sentiers forestiers peuvent être créatrice d'emplois et donneraient une image de propreté positive de la Réunion**. Mais encore faut-il que les politiques veuillent mettre en place ce genre de projet et donner aux Réunionnais plus d'autonomie et ne plus dépendre que de petits contrats qu'on leur donne par à coup. Cordialement

2019.

Il faudrait mettre en place plus de **consultations' publiques** dans les mairies et communautés de communes afin que chaque citoyen puisse échanger et discuter sur les actions et projets qui les concernent. Que ce soit à un niveau économique, social, politique, pour l'éducation des jeunes et leur avenir, il faut que la population retrouve son droit de consultation sur les projets du futur.

2034.

Développer l'emploi dans 'ESS et instaurez le RUE.

2092.

La prise en considération de nos spécificités ; Le développement économique sur un **modèle "travail" plutôt que "l'assistanat"**

2119.

Diminuer la place de la voiture en augmentant l'offre de transport en commun et en aménageant beaucoup de pistes cyclables. Les bus de ville sont bondés aux heures où on en a besoin.

Subventionner l'utilisation des vélos électriques

2141.

L'économie circulaire est la meilleure solution. L'échelle artisanale est mieux adaptée aux états et régions insulaires. Un développement durable ne peut être envisageable sans une diminution progressive de la part d'imports. Elle doit réduire son impact carbone en coopérant (réellement) avec les états insulaires voisins. Cultiver son patrimoine et sa diversité en échangeant avec les pays de ses origines. Elle doit saisir l'opportunité de milliers de jeunes et moins jeunes au chômage en raison d'un modèle économique inadaptée à l'insulaire. Ces chômeurs ce sont autant d'entrepreneurs possible sur des manques de production et transformation locale. **Le vrai frein est le manque de positionnement citoyen, de porteur de projets sur tous les besoins de production locale. Il faut arriver à booster l'accompagnement, le coaching entrepreneurial.**

2142.

Rendre plus attractif pour les employeurs **les formations alternantes contrat pro et apprentissage**

2394.

Plus de travailleurs sociaux sur le terrain œuvrant de façon efficace en synergie avec le milieu scolaire afin d'intervenir dès le début sur des familles qui connaissent des difficultés. **Un véritable suivi de ces familles en perdition, connues de tous**

2461.

Le tourisme étant l'activité de revenue primaire sur l'île, il serait judicieux de développer un **port maritime dans le sud de l'île notamment pour l'accueil des croisiéristes**. De plus, un projet de **développement de l'aéroport sudiste de Pierrefonds**, en ouvrant de nouvelles lignes directes (ex : Mayotte), serait à étudier, sachant que la demande est existante.

Ces projets permettraient de **désengorger le nord de l'île**, secteur où se concentre la plupart des emplois et qui est aussi souvent difficile d'accès, à cause notamment des éboulis fréquents sur la route du littoral, et de la fermeture régulière de cet axe routier majeur. Ainsi, **le bassin sud étant déjà un secteur bien avancer, mais pas assez développer**, pourrait à son tour faire l'objet de la création de nombreux emplois, et d'un nouveau souffle économique pour notre île.

2493.

Faire comme à l'île Rodrigue : des **comités de réflexion des citoyens eux-mêmes**, sur des thèmes et les porter au vote. Plus de démocratie participative.

2498.

Misons sur l'investissement productif local pour faire de la lutte contre le chômage la priorité numéro 1 de l'aide public. La Réunion dispose de nombreux talents grâce à un environnement

attractif et à un tissu d'organisme de formation efficace. D'autres part, certaines industries d'avenir, dans l'agroéconomie ou le numérique sont en pointe en pointe, mais elles vivent au quotidien des difficultés de financement. Les aides existent au niveau de la création, **elles doivent être mobilisées au stade de l'accélération, par l'incitation de financement privée** (vs défiscalisation immobilière qui a placé l'immobilier à des niveaux de coûts inabordables pour les citoyens ultra marins). Autre levier à développer : **l'intégration régionale**. L'île est située au milieu de pays en forte croissance, mais le réflexe des entrepreneurs restent à la méfiance compte tenu de leur mauvaise connaissance des marchés, et à se tourner vers les aides de type réductions fiscales. Développons le support public vers les projets et la mobilité citoyenne est portée vers l'export.

2254.

Moins de construction massive en **supprimant les lois de défiscalisations qui détruisent petit à petit l'île**.

2706.

Impliquer d'avantage les jeunes dans les prises de décisions et les actions citoyenne par exemple en passant par le milieu éducatif.

2717.

Suppression de l'octroi de mer en le remplaçant par une dotation globale aux collectivités et une TVA au même taux qu'en métropole.

2767.

Appliquer le droit de consommation sur l'alcool aux rhums et spiritueux à base de rhum / appliquer la CSS au même taux qu'en métropole.

2789.

Faire un audit précis de l'utilisation des fonds publics, de leur non utilisation quelquefois (perte de fonds européens par exemple). Réorganiser l'administration et la gestion des collectivités territoriales et confier leurs missions à des personnels compétents (pas, comme à l'heure actuelle, à des gens mis en place par des politiques véreux qui sont globalement incompétents mais "aux ordres" et dont l'objectif principal est de "s'en mettre plein les poches"...). **Je souhaiterais proposer une structure d'aide à la mobilité pour le retour des domiens sur leur territoire....**Nous reproduisons l'erreur africaine de "la fuite des cerveaux » !

2923.

Transférer l'octroi de mer sur la TVA incluant le transport des marchandises par l'état. Comme cela plus de douanes, marge connue à l'avance transport proportionnel au prix de vente, le transport serait donc moins cher pour les premiers prix et plus élever pour les produits de luxe. Vente des concessions automobile pour ne pas que les importateurs qui possèdent actuellement 100% des concessions ne dépassent pas 50%. **Renforcer la loi Lurel sur les monopoles et les contrats d'exclusivité** en obligeant les fournisseurs à vendre aux mêmes conditions à n'importe quels importateurs (interdire le refus de vente).

Installer une **plateforme publique en métropole pour réceptionner les marchandises à destination de l'outre-mer** qui vérifie que les prix ne sont pas supérieurs aux prix de gros métropole les fabricants et grossistes ne pourront pas refuser de vendre à cette plateforme (loi Lurel sur les contrats d'exclusivités). **Installer une plateforme de vente en gros et de vente par internet en métropole et en Europe, spécialisée dans la distribution de produits non périssables fabriqués en outremer.**

2997.

Favoriser le déplacement piéton dans les espaces urbains et les villes (+ de 5000 habitants) en faisant des trottoirs efficaces ! (Qu'on puisse les utiliser avec des poussettes) et peut être se remettre à utiliser **l'outil " dispensaire "** pour une meilleure répartition des consultations des professionnels de santé par la mise à disposition d'un espace collectif de consultation où il n'y aurait plus qu'à assurer la permanence régulière de spécialistes type : ophtalmo, pédiatre, psy etc.

3018.

Réduire **les frais de port et surtout les délais de livraison** lorsque l'on commande un produit sur internet !

3066.

La Réunion, le hub des échanges commerciaux de l'océan Indien.

3106.

Développer **l'éducation vis à vis de la place de la femme** : éducation à la sexualité, contraception, violences conjugales...

3141.

Emploi des réunionnais à diplôme égal. **Changer le calendrier scolaire mars à décembre** On aura ainsi moins d'échec. Coupure trop longue en janvier. Zenfant prof pas de souci mais ceux des classe populaires.

3198.

Développer **le deuxième aéroport du sud de l'île** afin de pouvoir faire jouer la concurrence et avoir un accès au ciel plus grand que nous disposons actuellement avec un seul aéroport.

3344.

Suppression de la sur-rémunération, priorité à l'embauche locale, rétablissement de billet retour obligatoire, moins de fonctionnaire et emploi publique, fusion département et régions, réelle politique écologique, **interdiction du suremballage, rétablissement des consignes** et interdiction des bouteilles plastiques, **favorisation du maraichage et fin de canne à sucre**, mise en place d'un **observatoire réel des prix à la réunion**, création d'une **police équine qui patrouille sur le littoral**, fusion police/gendarmerie sous statut militaire, annulation des autorisation de pêche donne au large au profit des société étrangère, **interdiction de la surpêche, filets dérivants et Dreamliner**, création d'une **ligne de tram sur l'île, téléphériques entre les hauts et les bas**,...

3354.

Que le **calendrier scolaire** soit revu et adapté aux saisons comme dans certains TOM

3391. **L'alinéa 5 de la constitution ne permet pas à La Réunion de disposer d'un pouvoir normatif encadré afin d'arriver à une adaptation optimale des lois et règlements. Si la norme est une garantie, elle est actuellement un frein en partie.**

3460.

L'abrogation de l'amendement Virapoullé qui bloque l'adaptation des lois aux handicaps structurels de la Réunion.

3465.

Meilleur respect de l'environnement : développer les énergies renouvelables, développer les transports en communs. Mise en valeur du patrimoine culturel et architectural. Développer la **politique de prévention des grossesses précoces** : campagne de sensibilisation, éducation

3500.

Les DOM-TOM ambassadeurs dans le monde de politiques de développement durable fortes. Développement de savoirs faire propice aux échanges internationaux, **rayonnement d'un soft power dans des régions globalement peu impliqué dans le DD** (Amérique latine, Asie du sud-est, etc...), **modèles** intéressants pour explorer divers modes de participation citoyenne tout comme divers mixe de production énergétique renouvelable pour la plupart décentralisés (océans, géothermie, éolien, hydroélectrique...), intérêt évident de développer une politique globale, particulièrement en milieu insulaire, de réduction des déchets et de recyclage etc...

3502.

Développer un **ferrie-boat reliant st-benoît, Ste marie, le port, et St gilles** qui permettraient aux réunionnais de désengorger les routes tout en gardant leur véhicule pour la journée si besoin de déplacement.

3615.

L'Etat devrait établir des règles contre les "surprofits" commerciaux qui font la cherté de la vie dans les DOM à tous niveaux (importateurs, distributeurs, intermédiaires...), en faveur d'un commerce équitable pour le " consommateur". Si l'État fixe les règles, les prix seront contrôlés. On peut **envisager un barème (ou des barèmes par secteurs de produits, moins souhaitables) en termes de pourcentage**, au-delà duquel on ne pourrait vendre plus cher que dans l'hexagone !!! Si la vie est moins chère, davantage de personnes pourront accéder aux biens de consommation et l'économie s'y retrouvera..

3621.

Fixer des règles qui permettraient aux natifs des régions ultra-marines de prendre des postes à responsabilité dans leur région.... En conclusion, favorisons l'emploi public aux réunionnais sur leur

territoire et on aura une croissance économique beaucoup plus forte...et il y aura moins le sentiment d'inégalité.

3623.

Aider au développement de produits locaux et favoriser les **circuits courts** au lieu des grandes enseignes qui dévorent la Réunion et la santé des gens.

3640.

Education des jeunes mères de famille sur les besoins des enfants et de leurs obligations, bloquer le montant des allocations familiales après le 3em enfant, développer le **périscolaire** : l'accès au sport , aux loisirs, couper le rsa tel qu'il est à ce jour, créer des services civiques en échange du rsa (entretien des espaces verts, reboisement , nettoyage des rues , embellissement de la ville, en fonction des capacités de chacun) ; développer la formation des jeunes , leur imposer des formations de remise à niveau, de citoyenneté.

3643.

Manque de surveillance policière dans les Hauts sur la voie publique : alcoolisme. Courses poursuites en voiture en plein centre du Guillaume sans que JAMAIS AUCUN GENDARME NE SOIT INTERVENU ! **En règle générale pas assez de surveillance sur les routes des Hauts.** Beaucoup de délinquance routière. De gamins sans permis roulant à 80 km heure dans des zones 30 ! Pas de radars pas d'agents... Cela constaté QUOTIDIENNEMENT. ZONES DÉLAISSÉES... Mais la pire des calamités sur l'île de la Réunion c'est le problème des chiens errants. Il faut les stériliser.

3666.

Créer des écoles type IRA pour que les jeunes réunionnais puissent accéder aux emplois de la fonction publique sans avoir recours à la préférence régionale qui est une forme de racisme.

3684.

Cadre législatif permettant l'innovation fiscale, sociale, économique et sur le plan normatif. Une expérience économique qui soit la continuité de notre expérience historique (vivre ensemble dans le respect des différences et des richesses qui passe par une incitation à la coopération économique des acteurs locaux à travers les outils tels que les **scoop, les scic, les coopératives d'activités et d'emploi**). Remettre le travail au cœur de l'action sociale (mesures incitatives pour faire une formation ou reprendre un emploi : les revenus de la solidarité doivent être plus incitatifs vers la reprise d'un emploi). Renforcer la CRC **Les contrats aidés en direction du secteur non marchand doivent être gérés sur le principe d'une agence d'intérim.** Allez plus loin dans l'analyse de la composition des prix pratiqués à la Réunion. Plafonner à 35 % la sur rémunération des futurs fonctionnaires mutés à la Réunion pour les postes créés - Travailler au développement de l'agriculture bio et sur la valorisation des produits locaux. Interdire l'utilisation de produits nocifs dans le cadre de notre agriculture. **Globalement mettre un plan sur 15 ans sur l'autonomie alimentaire, autonomie énergétique et le déplacement propre au niveau des transports sur l'île.**

3699.

Relancer l'économie de l'île par une politique de financement des logements aidés, lancement d'un projet global de déplacement doux type **tram train**, et de grands travaux structurants, accompagner la production agricole en libérant les terres et favoriser l'installation des jeunes agriculteurs, développer l'économie bleu, **créer des zones franches à mipente pour favoriser l'activité économique et l'emploi.**

3706.

La climatisation (panneau solaire) dans les établissements scolaires élémentaires et collège INDISPENSABLE sachant qu'en métropole le chauffage est allumé en période d'hiver. Créer des entreprises, remettre en circulation la route entre st gilles les bains et le nouveau rondpoint en direction de l'Hermitage : c'est l'argent public gaspillé ! Cette route est devenue dangereuse puisqu'elle est à nouveau à contre sens. En revanche très bien pour le rondpoint. Créer des trottoirs, boucher les trous sur les voies, arrêter de bétonner l'île, **interdire le stationnement des camping-cars à l'Hermitage, plus d'une journée** : il existe un camping. **Créer des refuges pour animaux, pas de fourrière !** Éduquer et former les gens par rapport à la vision qu'ils ont des animaux et appliquer la loi. Former les futurs parents concernant l'éducation de base, les obligations des parents etc... Arrêter de défigurer l'île de La Réunion. Nettoyer les inscriptions sauvages de part et d'autre sur les murs etc. **instaurer des navettes de bus gratuites dans les villes**

3715.

Mettre d'urgence en œuvre la Décade des Afro descendants 2015-2024, dont la France est signataire à l'ONU

3802.

Consulter tous les habitants sur le développement de leurs quartiers, leurs villes et la région par des outils numériques. Décisions devraient être prise en conséquence. Pas qu'une consultation politique...

3803.

Jouer la carte de l'innovation pour faire de la Réunion un exemple concret de réussite au niveau mondial en ce qui concerne la transition énergétique impérative à l'affranchissement des énergies fossiles dont dépend majoritairement la Réunion, **et ce via une généralisation de parcs de petites éoliennes verticales hélicoïdales** (De type WINDSIDE car résistantes aux conditions cycloniques) sur toute la cote aux vents, la géothermie grâce à la mise en place de **puits thermiques** utilisant l'énergie de la lave du volcan (système THOR), **la force houlomotrice en installant des flotteurs** (de types WAVESTAR) sur tous les piliers de la nouvelle route du littoral, **l'isolation thermique des toitures des bâtiments grâce aux végétal** (DharmaTech) pour réduire la consommation électrique liées à la climatisation, la mise en place **d'hydroliennes dans les zones de fort courant océanique** (générant une énergie constante), la transformation de véhicules conventionnels en véhicules électriques grâce au **moteur roue** (brevet P. Couture de 1994 passé dans le domaine publique) ou bien encore l'énergie hydraulique éolienne (île Del Hierro aux Canaries). Ces activités peuvent permettre une création d'emplois sans précédent sur l'île par l'industrialisation de ces solutions techniques tout un permettant l'acquisition, par la population et les organismes de recherche, des savoirs nécessaires à

leur installation et leur maintenance. **Un savoir-faire exportable par la suite partout dans la zone tropicale et intertropicale, voire plus !**

3853.

Remettre l'apl accession ! Retirer les avantages tels que les primes de vie chère qui crée une inégalité dans l'emploi et une très grande injustice et ne favorise pas l'emploi local.

3871.

Construction du CHU HQE Jules VERNE (et de la Faculté Numérique Marin Mersenne) nouvel ensemble qui va regrouper les cinq hôpitaux des Îles de Mayotte et de La Réunion lesquels vont adopter la même organisation polaire dite de 3^{eme} génération, calquée sur la partition d'activités hospitalières proposée par le CNG des Praticiens Hospitaliers : ce sera l'occasion de simplifier et de moderniser la gouvernance.

4020.

RAPPROCHER LES DOM DU CONTINENT= coût de voyage trop élevé (voyages de découverte pour les jeunes-pas assez de séjours organisés pour permettre aux jeunes de démystifier la métropole et de découvrir l'étranger (langues vivantes!!). **Les forfaits de téléphone sont élevés par rapport à la métropole.** Le coût de la vie!

4071.

Je suis porteur d'un projet ambitieux dans la gestion et la valorisation des biodéchets à La Réunion pour réduire l'enfouissement qui sera créatrice d'emplois pérenne Ce projet que je démarre actuellement sur l'ensemble du département a besoin d'être soutenu et accompagné par les instances locales que j'attends toujours ;

4128.

Libérez le ciel ! Il faut faire venir des compagnies aériennes étrangères sans passer par Paris. Ce qui vient de se passer avec Corsair desservant Madagascar puis interdit de le faire est symptomatique d'une situation monopolistique et de magouilles.

Propositions Martinique

Les propositions ci-dessous forment une partie des résultats obtenus dans le cadre de la 2^e consultation numérique des Assises des Outre-mer qui s'est déroulée du 16 février au 31 mars 2018. À cette occasion, 4 221 citoyens d'outre-mer ont exprimé leurs idées et leurs suggestions pour améliorer leur territoire. L'ensemble de ces propositions a été étudiée par l'équipe des Assises afin de préparer la rédaction du livre bleu outre-mer.

82.

Atelier-Conférence avec les jeunes dans les établissements

90.

Que la France à la **création d'une grande région Antilles-Guyane**, plus autonome, à travers laquelle elle soit plus et mieux présente au sein de ce grand ensemble naturel qui comprend : les îles des grandes et petites Antilles, mais aussi, les pays bordant la mer des Caraïbes. Ceci, dans l'objectif de générer et faciliter des échanges gagnants gagnants entre peuples et populations, en matière d'extension et/ou d'implantation d'industries agro-alimentaire, mais aussi, dans les domaines de la culture, l'agro et, par la même occasion, mieux "canaliser, circonscrire et contrôler" aux frontières les flux migratoires de ces populations dans la région. Cela apparaîtra en termes de circulation de devises et de contrôles envers cette grande région Caraïbe... Ceci pour permettre à la France de retrouver un certain leadership dans ce 6ème continent....

92.

Mettre en place **un contrat pluriannuel de développement du territoire** avec des objectifs quantifiables et réalistes couplé à des évaluations annuelles

156.

Pourquoi importer toujours autant de produit de la métropole ?

Pourquoi ne pas avoir plus de partenariat avec nos voisins ?

Supprimer le monopole des békés, **ouvrir la concurrence**.

Contrôler les prix et sanctionner les entreprises qui font encore aujourd'hui un véritable racket!

Arrêter de cultiver la banane, **sanctionner les responsables pour l'empoisonnement au chlordécone**.

Restructurer le port ! Salaires exorbitants etc.

Limiter le nombre de mandats des élus locaux dans le temps à 3 maximum. Marre de l'incompétence de nos politiques.

Mettre en place **un vrai système de transport maritime**. Nous sommes sur une île...

165.

Installation de fermes solaires ; nettoyage de l'île (voitures hors d'usage et déchets en tout genre), développement et adaptation du réseau routier, **régler les problèmes d'indivision** (maisons abandonnées...), dépollution des sols.

380.

Développer le transport maritime pour désengorger le trafic routier.

397.

La Martinique, tout comme la Guadeloupe, est éloignée de l'hexagone et dispose d'une situation géopolitique bien différente des préoccupations métropolitaines. L'hexagone pense sa situation économique autour de l'Europe, chose qui n'est pas réalisable et pas pertinente pour la Caraïbe. Le développement économique de la Martinique et de la Guadeloupe doit se faire sur le plan régional. Perdues parmi 13 états souverains et 17 dépendances, les lois actuelles ne permettent pas la compétitivité de nos îles.

Il faut repenser le régime fiscal par **l'allègement des charges patronales**, à même de redynamiser le marché de l'emploi. Il faut explorer des pistes permettant la facilitation d'échanges commerciaux entre états caribéens autour du tourisme qui a encore de nombreux atouts à jouer. Peut-être faut-il repenser les postes de passages frontaliers favorisant la mobilité des caribéens. A l'heure du numérique, de nombreux contrôles transfrontières peuvent être repensés par des **pré déclarations en ligne d'étrangers voulant venir en Martinique**.

264.

Modifier les priorités de la Martinique en termes de développement économique : l'écologie et **silver économie**.

571.

Bonjour, voici quelques idées :

- Mettre en place un meilleur contrôle et une **évaluation des politiques publiques** menées (suivi des investissements réalisés et publication de bilans pour évaluer les résultats en toute transparence AVEC la population).
- Favoriser l'acceptation des populations des départements et territoires d'outre-mer en tant que Français à part entière par la population métropolitaine. Cesser de considérer les ultra-marins comme des français de seconde zone (médias diffusant des images biaisées, privilèges inadmissibles accordés à la Corse et pas aux autres régions, etc.).
- Reconsidérer le mode de financements des collectivités territoriales et cesser d'accabler la population avec des taxes injustes comme l'octroi de mer. Réguler grâce à la législation, les marges exorbitantes de la grande distribution.
- Mettre l'accent sur les projets innovants et mener enfin une réelle politique en faveur du développement durable. **Plus de circuits courts, AMAP, aides et subventions pour l'installation de systèmes de récupération de l'eau de pluie, obligation d'équiper les nouvelles constructions de systèmes respectueux de l'environnement** et anticipant les risques naturels croissants, etc.

- Continuer à développer la **démocratie participative** avec des initiatives comme celle-ci en espérant qu'elle débouche sur une véritable prise en compte des résultats pour parvenir à de meilleures conditions de vie pour toutes ces populations.

Accompagner au maximum les projets écologiques, environnementaux et touristiques.

589.

Le droit à l'expérimentation d'un modèle spécifique en adéquation avec les réalités du territoire, sortir de ce schéma du copier/coller.

812.

Bonjour, je suis métropolitaine habitante en Martinique depuis 20 ans. Je trouve que la Martinique devrait s'impliquer + écologiquement. Devenir autonome au niveau électrique : EX : obliger toutes nouvelles constructions à avoir **des toitures scolaires**. Les pesticides type BAYGON devraient être interdit (il n'y a plus d'abeille !). Les feux de déchets verts devraient être + réprimandé. Des campagnes d'information sur le fait que l'eau du robinet est potable afin de diminuer notre consommation de plastique. Et **mettre en route le TCSP....**

1026.

Développement du tourisme, par le biais du **passage en port franc** afin de concurrencer les autres îles, **amélioration de l'état des routes**

1129.

Encourager l'ouverture sur le marché caribéen et positionner la Martinique comme porte d'entrée vers l'union européenne.

Positionner la Martinique comme laboratoire de développement des énergies renouvelable.

L'organisation d'une collectivité unique donne trop de pouvoirs aux mains d'une même personne. Au sein de la CTM, l'assemblée devrait avoir plus de pouvoir vis-à-vis de l'exécutif. Dans un pays aussi petit que la Martinique, la prise de décision est très opaque, alors qu'il serait simple de mettre en place un système ouvert aux citoyens (par ex. une assemblée citoyenne qui ait aussi du poids dans les décisions). Il faudrait enfin que le Préfet puisse jouer un vrai rôle de contrepoids quand certaines décisions locales ne vont pas assez vite ou ne vont pas dans le sens des décisions nationales. Par ex. le TCSP, les guéguerres politiciennes bloquent tout, et c'est le contribuable et l'Europe qui paient les coûts exorbitants !

1146.

Mettre en place un **non cumul strict des mandats** (politiques, sociaux et économiques) **dans le temps et dans l'espace** pour casser réellement les baronnies, les pré-carrés, les clientélismes, les conservatismes et aérer la vie sociale, publique et économique.

1183.

Un Fonds spécifique pour Prévenir la délinquance - les violences.

1224.

1) **Proscrire la pêche sous toutes ses formes sur la bande des 300m** sur la totalité du littoral martiniquais afin de pérenniser la diversité et restaurer l'abondance de la faune et de la flore sous-marine de l'île.

2) **Promouvoir le compostage et la mise à disposition de jardins pour les habitants des cités HLM de la Martinique.**

1314.

Plus de piste cyclable pour les vélos électriques.

1359.

Essayer une monnaie locale pour favoriser l'économie circulaire.

1367.

Mettre aux normes les eaux usées de la ville canal ravine, écoulement d'eau

1389.

Transport aérien : tarif excessif, réflexion profonde sur les mécanismes de tarification et/ou la **mise en place d'un tarif résident** (cf. la Corse --> serions-nous moins "français" que les corses ?)

Protection de l'environnement face aux intérêts économiques (**NON aux particules fines de l'usine Albioma à Trinité**, responsabilisation de l'Etat dans le scandale du chlordécone et droit à la vérité sur les mesures à prendre, interdiction de privatisation des plages, etc.).

1460.

Établir le droit républicain, sortir de la zone de non droit qui s'installe progressivement, relancer les investissements et travaux sur l'île, **mettre en place un système de différenciation en raison des spécificités locales** (climat, culture, etc..) non compatibles avec le règles

1517.

Égalité de traitement administratif et surtout bancaire. **Continuité territoriale** réelle. Mobilité caribéenne en matière d'échange commerciaux et humains.

1598

Le développement du transport maritime dans la Nord Caraïbes : ligne ouverte (Case-Pilote/FDF), ligne à ouvrir (Saint-Pierre à FDF) avec escale Carbet, Case-Pilote, Schoelcher, FDF) Horaire de Rotation Fixe.

1694.

Pour rapprocher parents et enfants, hommes et femmes par le livre, le conte, on pourrait **organiser des manifestations autour du livre**, hors du cadre des bibliothèques et de l'école (mais en collaboration avec eux, bien sûr). Il s'agirait de mettre en place des programmes pour inciter les pères et hommes (pas seulement les mamans) à lire des contes à leurs enfants ou aux jeunes membres de la famille, des programmes pour permettre d'écrire contes et histoires, avec l'aide de professionnels (dont associations ou bénévoles), du type "papa raconte-moi une histoire", "maman,

écrivis-moi une histoire"), ce qui leur permettrait de ne plus avoir "peur" des livres pour certains ; et participer au développement des enfants. Pour cela, se réapproprier les places, parcs avec lecture d'histoires, de contes - traditionnels, de représentations théâtrales parents / enfants, remise de prix en public autour des meilleures écritures de contes et des lectures d'histoires. Invitation des éditeurs pour la jeunesse, de troupes théâtrales, conteurs. Tout cela participerait également à la lutte contre l'illettrisme.

1866.

Je pense qu'il faut **adapter le droit local à la situation**, notamment s'agissant de l'urbanisme, du droit du sol, du droit de l'administration...il y a trop de niveaux de responsabilités même si la création d'une collectivité unique est une avancée. Je pense notamment que la mise en œuvre de **contrat spécifique pour encourager la formation et l'emploi des jeunes** est une option...il y a aussi me semble-t-il nécessité de créer **un fond spécifique pour aider à la création d'entreprise et de start-up local avec la mise en place de prêts bonifiés sans intérêts pour les bons projets entre 5000 et 200000 € par projets**. De plus pour favoriser l'emploi des jeunes martiniquais diplômés, il convient de déconcentrer les concours administratifs de la catégorie A et de créer si possible **un statut d'emploi semi-public en recrutement direct dans la fonction publique territoriale** et les établissements publics

1870.

Supprimer l'octroi de mer

Accélérer le développement numérique afin de créer des opportunités d'emploi et de service

Développer les services clients téléphoniques supports aux entreprises francophones car on bénéficie de décalages horaires

Développer des activités de traitement des sargasses pour conversion vers l'énergie par exemple

Promouvoir la culture littéraire antillaise (confiant, glissant, gratiant, chamoiseau, pas que Césaire)

Améliorer les services de santé

Impliquer la population dans la nécessité d'améliorer les transports en commun : exemple régulation utilisation de véhicules jours pairs et impairs afin de mettre en avant les transports alternatifs (covoiturage, transports en commun)

Mettre en place **une structure régulant les transports** sur le territoire, mettre fin à l'anarchie des taxis collectifs

Développer le transport maritime

Diminuer le développement des centres commerciaux qui nuisent au développement local, et avantagent les grandes enseignes nationales

Développer le savoir-faire antillais : culinaire, thérapeutique, événementiel, ...

Mettre en place une vraie politique de sécurité et d'ordre publique : mettre en place des structures de réinsertion obligatoires, **remettre en place le service militaire obligatoire** pour tous et particulièrement pour les jeunes abandonnés par les services publics

Organiser des journées obligatoires du citoyen : nettoyage de l'environnement

2096.

Plus d'adaptation des politiques sociales (ex : la réduction de AL pour beaucoup de foyer en situation précaire. Le logement est très cher en Martinique).

Par rapport à **l'insertion professionnelle** au regard du taux de chômage élevé chez les jeunes, et de leur déscolarisation, **la création d'un centre** capable de devenir le référent de toutes les entreprises afin d'orienter les jeunes et de bien maîtriser les besoins de l'entreprise. Ce centre serait chargé d'apporter aux jeunes tous les outils leur permettant de réussir une insertion professionnelle, par le biais de :

Premièrement un accompagnement en développement personnel afin que le jeune prenne conscience de ses capacités et compétences et qu'il regagne en confiance.

Deuxièmement, l'aider en fonction des compétences identifier à dégager un projet et de le mettre en place, soit d'abord par de la formation, soit par l'aide à la création de sa structure, soit par une recherche appuyée vers l'emploi.

Et enfin mettre tout en place avec le jeune pour un résultat optimal (développement personnel, accompagnement social, recherche de prise en charge financière si nécessaire et mise en relation avec les professionnels du territoire pour l'embauche, en apprentissage ou autre contrat pouvant apporter une première expérience aux jeunes).

Ce centre serait en mesure d'être en étroite collaboration et en réseau partenarial avec les acteurs sociaux économiques, les entreprises, les centres de formation, le pôle emploi, les missions locales, associations de chantier d'insertion, la collectivité et tout autre acteur susceptible d'apporter une réponse aux jeunes.

En conclusion aborder le secteur de l'insertion professionnelle avec une autre approche notamment la prise en compte des difficultés environnementales dans lesquelles nos jeunes évoluent. Les aider à reprendre confiance en eux, afin qu'ils soient sûrs de leur choix et puissent réaliser une insertion en concordance avec ce qu'ils sont et leurs inspirations, afin de ne pas choisir des voies de "garage".

2161.

Il faudrait rassembler les citoyens locaux par d'autres biais, **des ateliers ouverts à tous sur des projets ciblés** : développement touristique, amélioration de l'habitat, incitation des jeunes à rester.

2185.

Développer l'offre de soins pour les patients psychiatriques vulnérables : sujets âgés, personne en situation de précarité...

2212.

Dépollution des sols chlordéconés (ou impactés par tout autre pesticides dangereux)

- interdiction d'entrée sur le territoire des produits phytosanitaires nocifs
- mise en place de **centres de soins et de suivi des malades mentaux**
- recherche en matière de produits dérivés à partir des plantes locales

2230.

1 abolir le système d'octroi de mer qui rejette de fait tout commerce avec l'extérieur en compliquant inutilement les règles.

2 Permettre de pouvoir raffiner ou importer du **carburant bio éthanol** pour diminuer la part du diesel et du carburant fossile basé sur du non renouvelable, dans une île de production de sucre de canne, le bio éthanol peut être un débouché pour les planteurs de cannes.

3 Donner de vrais budgets de développement et pas juste de fonctionnement aux institutions locales.... Les besoins en rénovations des outils et bâtiments sont urgents !

4 Faire cesser immédiatement le pillage du pouvoir d'achat des enseignes de commerce de grande surface, des opérateurs mobile et internet ainsi que les compagnies aériennes.

2275.

Favoriser l'installation d'énergies propres

2313.

Les communes devraient adopter l'éclairage solaire.

Développer des Ecoles supérieures

Donner aux écoles maternelles/primaires/secondaires les mêmes conditions d'apprentissage qu'en métropole.

Développer de véritables productions d'énergies renouvelables décentralisées.

Et aider au développement des quartiers intelligents.

Arrêter les pollutions industrielles de l'air en côte atlantique (centrale Albioma).

Mesurer réellement le niveau d'intoxication des populations, de la faune, de l'agriculture, et de l'élevage au chlordécone.

Punir d'inéligibilité les hommes politiques qui sont jugés coupables de malversation.

Arrêter la production bananière qui ne vit que grâce aux subventions européennes et diversifier la production.

Mettre aux normes les décharges à ciel ouvert, qui régulièrement s'enflamment et intoxiquent les populations environnantes.

Permettre aux jeunes sportifs martiniquais de venir rencontrer 1 fois /an des sportifs métropolitains.

2346.

Continuer à développer la **défiscalisation solidaire et sociale** en faisant de nos territoires des terres d'expérimentation.

2407.

Prioriser les jeunes diplômés de Martinique qui veulent rentrer ou qui sont sur place plutôt que de systématiquement aller chercher des blancs.

2423.

Je propose que l'on adopte **la zone franche** afin d'être en mesure de concurrencer nos voisins de la zone caraïbe, bien sûr (avec des gardes fous) en cas de dérapage. Pour une raison simple, en matière touristique nous sommes vraiment les derniers concernant les chambres d'hôtel.

2466.

Adaptions fiscale territoriale. Véritable continuité territoriale. Développement échanges économique caribéen et ouverture échange économique Afrique et Amérique. Réduction octroi de mer.

2478.

Toutes nos démarches administratives se font maintenant sur internet (impôts, certificat d'immatriculation, permis de conduire etc. ; etc. ; ;).

Mais le **débit internet** dans la zone où j'habite (Saint Joseph) est misérable 10mn pour ouvrir la page d'accueil sur l'ordinateur.

Ma proposition serait **une couverture internet raisonnable sur toute l'île.**

2507.

Créer un centre d'accueil socio éducatifs avec hébergement visant à accueillir des familles.

2673.

Prise en compte de la spécificité de l'île, et y adapter le droit Français en conséquence.

Développer les échanges avec les îles voisines.

Permettre **plus d'acteurs dans le domaine de la téléphonie et d'internet** afin de mieux faire jouer la concurrence.

2795.

Que le **secteur du Handicap** devienne une vraie niche économique à l'instar des économies grises, bleues etc...

2797.

Développer des **filières d'avenir** dans lesquelles les territoires d'outre-mer peuvent être à la pointe du fait de leur situation géographique et naturelle : en matière d'énergie, d'environnement, d'éco-tourisme. Il faut créer de réelles synergies autour de 3 ou 4 axes et arrêter le saupoudrage de l'argent public

2889.

Créer une économie autour des énergies alternatives et en particulier du solaire
Fabrication locale de tôles solaires. Taxer au-delà d'une superficie les toits non équipés
Faire disparaître les véhicules essence et diesel en 20 ans
Aider les particuliers à s'équiper de véhicule électriques et chargeur obliger les administrations et entreprise disposant de flotte importante à le faire
Créer des stations-services électrique avec des portions de route solaire
Développer une économie et des savoirs faire autour des véhicules électriques faire de Martinique une vitrine en la matière. Mettre plus de rues piétonnes a fdf.

Inciter les commerçants et leur salariés du centre-ville à garer dans des parkings en périphérie.
Transporter le sable jusqu'à l'entrée de Bellefontaine en barge

Désenclaver Terre-ville par une route vers ravine touza

Faire du ctcs un vrai lieu incontournable de découverte des phénomènes volcaniques et de la terre a la fois ludique et scientifique avec un film 3D expliquant la formation des volcans et la catastrophe de Saint Pierre

Déclarer le retour des jeunes et l'arrêt de l'exode priorité nationale
S'inspire de ce que fait la Corse en matière de priorité aux Martiniquais
Surtaxer les importations de produits que nous produisons localement et qui n'ont aucune spécificité via leur mauvais bilan carbone lie à leur transport

Raser l'ex colis postaux et y faire un hôtel et une galerie marchande à l'entrée de fdf

Planter des palmiers de sainte Thérèse au malecon

Explore le marché des séminaires professionnels américains.

3163.

Etats généraux autour de la répartition des aides sociales et de la prise en charge de la famille et de l'éducation: les aides mieux réparties. Un service unique autour de la famille (caf, caisse des écoles, pmi, mmdh, jeunesse et sport, orientation scolaire...). Favoriser l'implication des parents : la parentalité, rôle du père...proposer des actions culturelles à l'attention des jeunes : classes vertes, voyage, échange et proposition de stages et formation à l'étranger, faciliter l'accès à l'aide à la réalisation de projets professionnels

3170.

Juste compensation financière des compétences transférées de l'Etat vers la CTM et **pouvoirs de légiférer en Martinique en certaines matières** : aménagement du territoire, agriculture fiscalité, culture, formation ... Développement de l'industrie, Extension de la coopération régionale

3199.

Sur un petit territoire comme la Martinique, il faudrait vivre comme un cosmonaute dans sa capsule (expression reprise par notre ministre). Notre société du jetable pollue tellement notre belle Martinique.

L'idée serait de **faire de la Martinique un VRAI territoire zéro déchet**, une île verte (que le monde entier regarderait ... bon là je blague !). Nous sommes un vrai laboratoire de recherche par rapport à notre étroitesse géographique. Donc ce travail pour la Martinique servirait :

- 1) à préserver notre biodiversité (la Martinique appartient au classement des 34 lieux classés hot spot de la biodiversité) il faut agir SVP
- 2) notre expérience pourrait servir à d'autres (rôle du laboratoire) - le fait d'être une île permet d'avoir « la main » sur les imports - exports et donc de pouvoir gérer les flux (normalement !)
- 3) cela contribuerait à **faire de la Martinique un lieu de tourisme vert** (des touristes qui viendraient car empreints de respect pour la Terre), un territoire même de convalescence pour des personnes ayant certaines pathologies etc....

Tous les déchets seraient triés, tarification incitative, diminution +++ des déchets, plus de poubelles jaune ou bleu au domicile mais une maison du tri municipale (aujourd'hui on tri - ça doit aller là, telle autre chose là, ça on ne sait pas alors on ne trie pas ...) où chacun passerait en drive pour déposer en pesant ... etc. etc. ...

Franchement trop de déchets sur la Martinique et le plus inquiétant : en 2040 = centre d'enfouissement saturé. Il faut préparer l'avenir !

3245.

Faire de l'environnement une priorité, afin de préserver l'île et le tourisme qui en découle. Lutter contre l'envahissement des plages par **les sargasses et l'utiliser dans des usines de biomasse**. Développer les énergies vertes,

3390.

Assurer la continuité territoriale...qu'on arrête les BNP "Antilles", canal "caraïbes", orange "caraïbes » ...ce qui augmente les coups sur place ...

Qu'on impose aux marques le même fonctionnement que pour la métropole (concours commerciaux, remises...). Il y a toujours une petite note disant "valable en France Métropolitaine !...

Qu'on impose aux médias de présenter la carte de France complète au lieu d'Hexagone + Corse uniquement !

3394.

Développer, favoriser, et prioriser l'économie local

Mise en place d'un système de transport performant sur tout le territoire

Mise en place d'un système d'incitation pour le retour des jeunes diplômés martiniquais et développer des systèmes alternatifs a. l'hébergement des personnes âgées.

3461

Donner enfin à la chambre de commerce la gestion du registre du commerce et des sociétés pour donner une réelle impulsion au traitement des formalités des entreprises, **désengorger le greffe et surtout avoir un greffe en ligne** (jusqu' ici pas de possibilité d'avoir un kbis en ligne).

3585.

Faire de la Martinique la destination la meilleure pour **l'accueil touristique des aînés**.

3762.

Améliorer les conditions de circulation car elles sont à frein à tout développement économique :

1/Faire ouvrir de force le TCSP bloqué par une volonté politique locale alors que les infrastructures et les bus sont prêts et que les chauffeurs sont payés pour ne rien faire depuis plus d'1an.

2/**modifier le tracé de nombreuses sorties de la route principale** : il faut faire des sorties et arrêter les ronds-points systématiquement sources de bouchons (**notamment celui de rivière salée/Rivière pilote** qui a lui seul provoqué un bouchon quotidien de plusieurs kilomètres)

Problème sargasses : continuer à financer les appels à projet car le coup en termes de perte touristique et de santé publique est majeur

3764.

1) **Implanter un service de transport sérieux pour le centre de la Martinique** où les bus ne fournissent pas du tout un service sérieux. (Retards, grèves à répétition...)

2) Réduire voire supprimer les couts de création d'entreprise (pour la création d'une SASU par exemple) pour les entrepreneurs comme moi qui sont freinés dans leur création d'activité. Et simplifier radicalement les obligations et les formalités au lancement (1ère année ou autre) d'une activité.

3) Rendre obligatoire l'insertion dans la société pour les jeunes "en dehors du système" souvent délinquants (au travers d'un service OBLIGATOIRE (militaire, civique ou autre...))

3789.

Sur notre petit territoire de 1100km, il est urgent d'accorder plus de priorités à la gestion des déchets. Trop de pollution urbaine, pas assez de tri, promouvoir la taxe incitative (notre organisation (particuliers et entreprises) n'incite pas à bien gérer ses déchets. Pas ou peu de dynamique pour inciter à trier, diminuer, réduire ses déchets. Que vous soyez parfait trieur ou bon réducteur : vous êtes taxé pareil.

Donc :

1) Inciter la population à la réduction des déchets et à bien comprendre l'importance du recyclage (le déchet est notre septième ressource) car pour le moment on favorise l'incinérateur ou l'enfouissement et on ferme les yeux sur la biodiversité qui est en train de disparaître. Les écoles devraient donner qq heures de cours par an sur le sujet.

2) Mettre en place une politique qui doit inciter la population à REDUIRE ses **déchets (diminution, tri, recyclage)** voire limiter certaines importations inutiles (pour faire court) et proposer (faire un test d'abord si vous voulez) la taxe incitative. " Je produis beaucoup de déchets car je ne fais attention à rien = je serais taxé ; je fais des efforts, je trie, je me forme, je suis sur le chemin de la réduction des déchets = je suis félicité (la reconnaissance !) et mes taxes diminuent et le porte-monnaie est content.

La situation est gravissime à l'échelle mondiale. Il faut que la Martinique se ressaisisse en se dirigeant vers une consommation plus responsable (arrêter de vouloir que les gens sur-consomment, cela ne leur apporte rien)

Et Il faut aussi remplacer d'économie du matériel par l'économie de la connaissance.

3800.

Mettre en place un **plan d'action pour un développement digital, du numérique**, créer de nouveaux secteurs d'activités en lien avec le numérique, les nouvelles technologies pour répondre au souci des énergies fossiles et **favoriser le secteur Eco bio** (les énergies bio)

3819.

Créer des aides pour que chaque nouveau logement de particulier soit OBLIGATOIREMENT doté d'1 centrale solaire et d'1 système de récupération des eaux de pluies

3928.

Une table ronde d'élus et de représentants de citoyens par quartier sans lien politique entre eux.

4017.



Mettre à la disposition des jeunes à partir de 18ans et des personnes ayant peu de moyens un budget culture d'environ 500euros par an pour leur permettre d'avoir accès à la culture, cinéma, théâtre, livres et. Ce budget serait disponible sous forme de "**ticket culture** » (À l'instar des tickets restaurant).

Propositions Mayotte

Les propositions ci-dessous forment une partie des résultats obtenus dans le cadre de la 2^e consultation numérique des Assises des Outre-mer qui s'est déroulée du 16 février au 31 mars 2018. À cette occasion, 4 221 citoyens d'outre-mer ont exprimé leurs idées et leurs suggestions pour améliorer leur territoire. L'ensemble de ces propositions a été étudiée par l'équipe des Assises afin de préparer la rédaction du livre bleu outre-mer.

137

Avoir des plateformes de production "multimodales" qui nous permettraient de produire certains produits de consommation dont nous avons besoin et dont les coûts de production sont inférieurs aux coûts d'achat des produits importés . **Pour diminuer les importations et créer des emplois. Favoriser l'aide à la création d'entreprise** car les banques ne jouent pas leur rôle car trop frileuse ou à cause d'un manque de garantie. Combattre l'habitat insalubre en aidant les propriétaires et réaménager de cette façon le territoire. Ensuite protéger notre environnement, ne pas dénaturer notre environnement par des installations insensées, et contrer les effets indésirables de la nature comme les sargasses car il y a une urgence sanitaire , environnementale et économique (penser à l'économie du tourisme !). Enfin, **repenser l'offre de formation, l'adapter constamment aux besoins de notre marché du travail. Pourquoi commencer ses études ici et devoir finir en métropole ? Développer des filières complètes.** Cela éviterait des départs non voulu ou les réorientations forcées. Les métiers liés au numérique ont de l'avenir et le besoin est grand en Martinique. Donc il faut développer ces offres de formation dans les universités ou par les écoles privées...

247

Construire **des lycées français aux Comores** pour limiter l'exode des Comoriens à Mayotte pour des raisons de scolarité. Le recrutement pourrait être géré par l'AEFE.

291

2 idées : 1) conditionner l'obtention d'un titre de séjour de 10 ans par l'obtention du Bac de l'aîné(e) de la famille et/ou l'obtention d'un contrat de travail. Proposer un retour aux Comores pour ceux qui ne souhaitent plus rester (il y en a) et les faire accompagner dans leur retour par une association ou une ONG qui les aiderait à s'installer comme agriculteur (exportations vers Mayotte).2) **faire de Mayotte une vitrine écologique française**, en encourageant toute entreprise ou toute innovation à visée écologique, en taxant ou en interdisant tout ce qui ne l'est pas

327

Former les collectivités aux demandes de fonds européens.

Accueillir les jeux des îles 2023 pour un développement rapide du territoire et une cohésion de la population mahoraise.

391

Mayotte à besoin de se développer. Pour que cela soit effectif dans la durée je suggère de **créer un poste de Ministre de l'Intégration de Mayotte à la France**. En effet il faut un lien direct entre la préfecture de Mayotte et le gouvernement. La départementalisation de Mayotte n'est pas un processus qui s'effectue naturellement, il faut l'assister (dans un premier temps) puis l'accompagner au plus haut niveau. Sinon les problèmes d'organisation, corruption, sentiment d'abandon de la population ressurgiront périodiquement et régulièrement avec des risques de crises majeures.

429

Même si Mayotte est un petit territoire, il faut agir à l'échelle locale. Accompagner les mairies et associations. **J'aimerais voir les services décentralisés de Mamoudzou et voir des antennes Deal/ars/smae/cssm... dans les autres communes**. Il serait préférable d'adapter la réglementation française plutôt que d'imposer le cadre métropolitain qui est souvent trop loin de la situation actuelle (assainissement, utilisation eau de pluie, habitat,...) et qui mène à aucun consensus. Réadapter les programmes de l'éducation, il vaut mieux apprendre les fondamentaux lire et écrire (méthode fle) que d'enseigner la physique et l'histoire à des enfants analphabètes.

Concevoir des établissements scolaires à taille humaine, stopper les grosses machines à 1600 élèves. **Intégrer l'école coranique en adaptant les horaires**. Favoriser les filières pro et ne pas envoyer que les élèves qui ne sont pas acceptés ailleurs. Rééquilibrer les salaires publics/privés. Avoir des billets d'avion plus abordables pour mieux circuler avec la métropole pour tous. Favoriser le développement des entreprises et associations dans les zones rurales, accompagner en ayant accès à des instituts de formation, et que les banques prêtent plus facilement...

433

Placer des hauts fonctionnaires d'état (avec une expérience réussie en métropole) dans chaque mairie pour encadrer les maires, les aider dans le développement des communes et les aider à construire un budget et à l'utiliser à ce pourquoi il a été construit. Mettre sous tutelle le conseil départemental et contrôler l'entièreté de ses dépenses (notamment les voyages organisés des élus à Madagascar). Enfin que les investissements d'envergure soient directement gérés par la métropole et que les financements passent directement de l'état aux entrepreneurs privés responsables des chantiers. **Favoriser et accélérer le développement de l'union des Comores pour stopper l'immigration clandestine à Mayotte.**

441

Il faut une **politique de rattrapage** de développement économique, social et environnemental d'ici cinq ans en mettant la priorité aux infrastructures de base (routes, assainissement, équipements culturels et sportifs, éclairage, très haut débit, remise aux normes des écoles et des mairies, etc.). Pour cela, **il faut une définition d'une stratégie de développement partagée à la fois par l'Etat, la classe politique et les forces vives** mais également une volonté politique réelle de l'Etat en mettant les moyens qu'il faut, en formant les hauts cadres et des cadres intermédiaires d'une part, secteurs

public et privé confondus, et en développant la formation professionnelle pour les métiers d'apprentissage d'autre part...

616

Mayotte pourrait facilement devenir **un modèle de département écologique**. Mais tout est à faire.

1) Concernant l'énergie :

- sur 374 km², on peut aisément développer l'utilisation de véhicules particuliers électriques,
- avec un ensoleillement tel, on peut développer davantage la production d'énergie d'origine solaire,
- avec une saison des alizés, on peut développer davantage la production d'énergie d'origine éolienne,
- avec un lagon soumis au phénomène de marées, on peut développer davantage la production d'énergie par marée-motrices,

2) Concernant le traitement des déchets :

- la consommation de sodas en canettes, de yaourts dans des pots en plastique, des glaces à l'eau dans des tubes en plastique est un désastre écologique pour cette île. Il suffit de marcher dans les rues, le long de la route départementale ou encore sur l'ensemble des plages pour se rendre compte qu'on ne peut pas faire un mètre à pied sans voir ces déchets partout. Des boissons dans des bouteilles en verre et des yaourts dans des pots en verre avec un système de consigne seraient une solution idéale afin de lutter contre l'accumulation de ces déchets qui mettent en péril les ressources animales et végétales des eaux du lagon. Ceci est d'autant plus envisageable que la plupart des familles se rendent directement à la laiterie pour acheter les yaourts, et qu'il existe une usine de production de sodas sur l'île. Le système de consigne prendrait alors tout son sens, et créerait de l'emploi.

- il existe un gros déficit de poubelles de ville. Installer des poubelles de types "paniers de ville" est un point essentiel de la lutte contre la pollution.

3) Concernant les transports en commun :

- dans le grand Mamoudzou, il est urgent de développer un système de transports en commun par bus.

- il me semble également intéressant de penser à un tramway qui irait de kaweni à m'stapere

- enfin, de Tsoundzou jusqu'à Majicavo, la création d'une piste cyclable serait un très bon moyen de réduire les difficultés de circulation automobile. Certaines personnes habitant dans la commune de Mamoudzou n'hésiteraient pas à se rendre sur leur lieu de travail en vélo.

4) Concernant la pêche et la chasse:

- établir des périodes de pêche suivant les espèces afin de lutter contre la raréfaction de certaines espèces animales.

- contrôler davantage la pêche sauvage à l'intérieur du lagon et la pêche "à pied" alors que les marées ne le permettent normalement pas.

629

- Avoir suffisamment des forces de l'ordre pour mieux lutter contre l'insécurité.

- L'éducation est à la traîne, **créer des centres de formation pour accompagner les contractuels**.

- les communes souffrent suite aux manques de moyens financiers. **Le DGF des communes mahorais doit être aligné à celui de la France.**

- construction de nouvelles infrastructures et amélioration de l'existant.
- insuffisance du personnel dans les hôpitaux.
- organiser **les formations de sages femmes à Mayotte**.
- l'université de Mayotte doit exercer pleinement ses missions pour former nos jeunes **et doit se doter de plusieurs filières qui répondront aux besoins pour le développement de notre territoire**. Exemple: médecine, sage femme, sociales, l'économie, le droits.....etc.

702

Il faut que l'Etat développe les services publics comme en Métropole, il doit construire des écoles (pour toutes les catégories d'âge), la loi républicaine doit s'appliquer, sans restriction ni considération religieuse ou "locale", l'attractivité financiers pour les salariés venant de Métropole doit être remis en place pour toutes les infrastructures de l'Etat afin que des spécialistes restent sur des années sur le territoire pour assurer son développement.

Il faut construire une réelle offre de formation professionnelle pour que les Mahorais puissent un jour avoir un parcours professionnel digne de ce nom. Il faudrait développer le tourisme mais pour ce faire il faut sécuriser l'île et la nettoyer, c'est une véritable poubelle. **Enfin, il faut un plan Marshall pour protéger la faune et la flore et les animaux marins.**

835

Réussir à désamorcer les combats entre jeunes des différents villages en 1) ouvrant dans chaque école/collège/lycée **une école des parents** pour leur permettre d'avoir des alternatives éducatives à celles traditionnelles mais maintenant interdites (chicote) et ce dès les petites classes, 2) permettant des rencontres entre les jeunes de villages différents (pas nécessairement entre ceux qui sont en conflit, pour leur permettre d'avoir un autre point de vue), 3) **utilisant les voies de communication efficaces (imams) même si ça défrise la vision de la laïcité de certains**. Il est important d'être efficace!

1000

Initier et conscientiser les élus locaux dans leur rôle de garant face aux compétences des collectivités territoriales **cela commence par créer des espaces de discussions** réunissant des habitants (chercheurs, acteurs de terrain, leaders d'opinion) pour **co construire un projet de développement** dans la tolérance et le respect et surtout dans une démarche participative excluant tout management de verticalité c'est ce qui empêche a aujourd'hui d'avoir un discours franc et loyal. **J'espère que sincèrement Mayotte va pouvoir se relever grâce a la contribution de chacun sans à être dans la loi du plus fort.**

1073

Mayotte a sans aucun doute d'abord besoin **d'un grand plan de rattrapage** pour les infrastructures et services publics de base bien calibrés (réseau d'assainissement, réseau routier, mais aussi transports en commun, services de police et de gendarmerie à l'échelle du nombre d'habitants..). **Parallèlement un projet de développement doit être élaboré tenant compte du potentiel de l'île mais aussi de son environnement régional.** Par exemple, développer le tourisme oui mais quel type de tourisme ?

S'inscrire dans les pas de Maurice ou des Seychelles n'a pas de sens, **travailler sur une offre d'écotourisme tirant partie du lagon et de la richesse culturelle de l'île** en a déjà beaucoup plus. Le déblocage de crédits pour la mise en œuvre de projets à caractère social ou économique doit systématiquement être accompagné **d'une aide à l'ingénierie** afin de former les porteurs de projet et de mener des actions qui s'inscrivent dans la durée. D'une manière générale la formation doit être facilitée pour tous et dans de nombreux domaines. Les élus locaux doivent être formés à leurs fonctions, **il faut arrêter de considérer que la formation des élus est l'affaire des partis politiques**. De nombreux métiers font défaut à Mayotte, **les filières techniques** ne sont pas assez développées. **Un CFA pourrait former aux métiers du BTP**, faire sortir des artisans (plombiers, mécaniciens..) dont les habitants de Mayotte ont besoin. La demande endogène des habitants doit être considérée dans la stratégie de développement économique mise en œuvre.

D'une manière générale **la mise aux normes du corpus juridique** et la mise à disposition de moyens doit permettre de doter Mayotte des services dont les familles ont besoin : écoles en bon état et fonctionnant normalement, réfectoires, activités péri scolaires, offre d'accueil des jeunes enfants mais aussi offre de loisirs... Ce n'est qu'à cette condition que l'on pourra parler d'améliorer l'attractivité du territoire. Faire venir des professionnels aguerris restera en effet encore nécessaire dans certains domaines, notamment dans la fonction publique, pendant de nombreuses années, le temps que les compétences se développent en local. **Mais les primes et autres indexations spécifiques Dom ne sont pas la réponse au manque d'attractivité de ce territoire. Elles ne font en réalité que créer un marché du travail voire une société à deux ou trois vitesses** quand elles n'attirent pas des personnes plus intéressées par leur pouvoir d'achat que par le développement de l'île. Améliorer l'attractivité c'est offrir aux familles qui s'installent à Mayotte les mêmes services publics, la même sécurité et les mêmes chances qu'aux habitants de n'importe quel autre département.

1193

Une réaction IMMEDIATE et une solution GLOBALE!!! Sinon pas d'espoir.... à savoir:

1: construire **un hôpital international a Anjouan** (pourquoi ne pas utiliser celui qui existe mais ne fonctionne pas) sous gestion française avec des équipes de soin françaises détachées ou missionnées, pour juguler l'émigration sanitaire;

2: mettre les moyens a Mayotte pour la lutte contre les systèmes mafieux qui gèrent le trafic d'êtres humains avec les kwassa kwassa depuis les Comores et à Mayotte

3: mettre en place **la CMU à Mayotte**;

4: faire de Mayotte **une zone franche fiscale pour 10 ans**;

5: faire une **zone d'éducation ULTRA prioritaire** et livrer 2 nouvelles salles de classe par jour dès aujourd'hui.....

6: mettre en place des **cours de français et d'éducation civique pour adultes** a disposition des populations mahoraises;

7: placer le conseil départemental sous tutelle et exercer un contrôle sur l'ensemble des élus mahorais pour mettre fin à la corruption et aux prises illégales d'intérêt,

8: envoyer en prison les corrompus et destituer les "faisant fonction" sous qualifiés pour les remplacer par des personnes compétentes et qualifiées...

9: prier le GAU qu'il ait pitié de nous et nous vienne en aide...

1266

Mayotte souffre d'un manque de cadres à tous les niveaux. Sur place, on demande à des personnes n'ayant pas les compétences de faire un travail pour lequel elles ne sont pas formées et / ou ne saisissent pas les enjeux. Il faudrait un engagement sur des périodes de quatre à cinq ans qui soient réellement attractifs afin que des cadres métropolitains viennent à Mayotte et que de futures cadres mahorais fassent des stages de même période en métropoles. **Le travail d'évaluation est aussi complètement faussé. Il nécessiterait un travail effectué par des indépendants** qui viendraient sur place suffisamment longtemps pour recueillir eux-mêmes leurs données et ne pas se contenter de celles qu'on donne qui ne servent qu'à masquer les problèmes.

1278

Il faut **que les écoles, collèges et lycées fonctionnent selon les horaires métropolitains, le matin et l'après-midi (8h-16h) avec un service de cantine à midi afin que les enfants et adolescents ne soient pas livrés à eux même la moitié de la journée comme c'est le cas actuellement.** L'oisiveté est mère de tous les vices me disait ma grand mère. Cette mesure permettrait de limiter grandement la lente descente des jeunes vers la délinquance et contribuerait à créer des débouchés pour les productions agricoles locales et à créer des emplois pour les services de restauration scolaire. Par ailleurs, il ne fait aucun doute que de tels rythmes scolaires amélioreraient grandement les résultats des élèves concernés.

1485

1) faire pousser dans tous les coins de l'île **des maisons de quartiers** qui auront comme rôle de travailler avec les institutions qui s'occupe du sociale, les gendarmes... à fin d'éradiquer les occupations illégales, les cambriolages, et de responsabiliser les habitants à leur quartier.

2) s'occuper de la jeunesse:

La jeunesse Mahoraise est abandonné depuis très très longtemps, que sa soit dans le domaine sportif, culturelles, ou éducatifs. Tous les voyants sont en rouge:

- Les terrains de foot sont remplis de poussières et sont impraticables
- Les terrains de basket sont faits en goudron
- les terrains de tennis, volley et les piscines pour la natation sont inexistantes.
- une seule école de musique pour toute l'île, qui d'ailleurs dédiée qu'aux riches (vu les prix pratiqués)
- aucun activité culturelle (festival, concert, concours...) durant toute l'année. La liste est longue.

Il est temps **d'investir sur les centres d'intérêt des jeunes et sur leur éducation.**

3) Je pense que nous devons avoir **une stratégie d'orientation de formation des jeunes en fonction des besoins réels de l'île.**

Dans l'urgence, Il nous faut:

- des médecins
- des agriculteurs
- des pêcheurs
- des entrepreneurs
- des professionnels de BTP

- des éducateurs spécialisés
- des assistantes sociales

1560

Protéger le lagon car trop d'impuretés apporter dans nos végétations et rien n'est fait pour remédier a tout cela rivièrè, Bambou, plage, forêt même route nationale sale ordure partout il faut faire quelque chose pour protéger notre environnement sinon demain il n'y aura plus que des ordures et déchets sur lesquelles on marchera au lieu d'une belle terre renouvelable et plantable notre avenir ces nos terres nos ancêtres ne serait pas en accord avec tous le mal qu'on fait a nos végétations.

Donc pour agir il faut s'immobiliser pour tous nettoyer étape par étape village par village.

2405

Santé : Développer le système de santé notamment libéral. Crise sanitaire en vue d un système de santé complètement dépassé. Développement de **zones franches urbaines pour les médecins pour inciter la venue de professionnels de santé.**

Instauration de **la CMU à Mayotte** et application du code de la sécurité sociale afin de permettre la déclaration d un médecin traitant comme dans les autres DOM et partout en France.

2448

Travaillons avec les autres îles de l'archipel afin de réduire l'immigration, exploiter les synergies, réduire l'insécurité et développer l'activité économique.

2492

- Mise en place d'une **laverie sociale** pour ne plus polluer les rivières et protéger le lagon
- **Rétablir la consigne** pour lutter efficacement contre la prolifération des déchets et valoriser l'économie circulaire

3129

Développement d'un réseau de transport en commun **dont des navettes maritimes pour desengorger Mamoudzou: création d'un ponton à Passamanty et Iloni, Majicavo et kougou avec des parkings et navette vers Mamoudzou/Petite terre.**

Amélioration du réseau routier: entretien, constructions/élargissement de pont: exemple **au niveau de tsararano un petit viaduc** réduirait significativement le temps de route pour les gens du sud. Création d'un réseau secondaire pour empêcher la paralysie totale de l'île par le blocage systématique de quelques carrefours stratégiques. Construction de Lycée et collèges, réflexion sur l'amélioration des conditions de vie du personnel, réduction du personnel contractuel, réflexion sur l'amélioration du niveau scolaire et des aides à la formation après le bac. **Amélioration de la formation professionnelle avec une réflexion sur les besoins de Mayotte.**

Création d'un **vrai campus Universitaire**: constructions d'amphithéâtre, salle de cours, resto U, crous, ... Recrutement de chercheurs et enseignant-chercheurs, création d'une école doctorale, augmentation du nombre de filière, réflexion sur les débouchés,... Réduction de l'immigration: fin du droit du sol, augmentation d'octroi de visa pour les comoriens,

aide au développement des Comores, surveillance de leurs côtes. **Négociation avec l'ONU pour mettre Mayotte française au clair d'un point de vue international.**

3290

Créer des emplois pour les jeunes ou moins jeunes (mêmes aidés par l'état). **Créer des centres de formation civils ou militaires pour donner une seconde chance aux jeunes qui n'ont pas réussi à l'école.** Recenser tous jeunes errants dans la nature, les scolariser à Mayotte ou en métropole, les placer dans des familles d'accueil (ici ou en métropole). Gérer la délinquance d'une façon plus efficace ici ou en métropole. Lutter contre le travail illégal qui favorise l'immigration clandestine. **Développer l'éducation à la citoyenneté des enfants et des adultes afin d'améliorer la conscience professionnelle et l'éthique.**

3384

Sur le plan de l'immigration **je souhaiterais qu'on cesse de freiner la mutation des fonctionnaires mahorais vers Mayotte.** On est cruellement en manque d'effectifs pour freiner et réguler l'immigration. À cause de cette dernière nos établissements sont surchargés. Il faut par conséquent investir dans l'éducation. Construire des établissements, améliorer la qualité des établissements actuels et combler les besoins matériels et humains. **On manque aussi de centre d'encadrement des mineurs isolés** (abandonnés par leurs parents comoriens sur le territoire). Je souhaiterais qu'on investisse dans la jeunesse: éducation, sport, loisir, formation professionnelle et universitaire.

Je me sens rabaissée **en tant que française quand lors des jeux de l'Océan Indien, on me refuse de brandir le drapeau français.** On contente toujours ou les comoriens ou les réunionnais qui ne souhaitent pas être concurrencés. Il nous faudrait un **second centre hospitalier à Mayotte**, décent, moderne, pouvant nous prendre en charge sans qu'on ait besoin de prendre l'avion dans d'atroces souffrances pour aller se soigner à La Réunion.

J'aimerais qu'on prenne soin des plus démunis, pauvres, handicapés, personnes âgées, orphelins comme on le fait dans l'hexagone.

J'aimerais que plutôt que d'être le vilain petit canard de la France, que mon île soit mise en avant pour sa faune, sa flore, son lagon, sa culture **et son ISLAM MODÉRÉ MAGNIFIQUE et EXEMPLAIRE.**

3386

À l'heure actuelle, dans les administrations, la plupart des cadres ne sont pas natifs de l'île, ce qui conduit à un turn-over important. Dans différent domaine d'activité, ils sont même souvent nommés à des postes qu'ils n'ont jamais exercés auparavant. Une cause qui a pour conséquence un manque certain de stabilité et de solidité au sein des services qui n'évoluent pas, ou très peu, malgré les années qui défilent.

Selon moi, **il faudrait utiliser les compétences des locaux à juste titre et s'engager à travailler d'avantage sur les actions de formation et d'accompagnement à grande échelle : public ; privé ; associatif.**

Objectif : leur laisser beaucoup plus de responsabilités pour qu'ils soient acteurs de la politique de développement de LEUR territoire.

3400

Pour l'environnement, la pollution de l'île et des plages:
-mettre en place un **système de consignes généralisé dans toute l'île** pour toutes les bouteilles en verre mais aussi et surtout en plastique, comme cela est le cas par exemple en Allemagne. Cela inciterait les gens à les ramener et diminuerait considérablement le nombre de déchets que l'on trouve partout, d'autant plus qu'avec la prévalence de la pauvreté sur l'île, cela pousserait sûrement les gens à ramasser les bouteilles qui jonchent les plages (**comme à la Réunion avec les bouteilles de Dodo par exemple**)
-faire **beaucoup plus de sensibilisation pour changer les comportements des habitants à ce sujet**, organiser plus de ramassage de déchets sur les plages, et pourquoi pas engager du personnel dans les communes pour nettoyer les plages si cela ne suffit pas. **Aussi, comme le gouvernement veut changer la loi sur les petites peines de moins d'un an pour faire plutôt des travaux d'intérêt général, pourquoi ne pas imposer ce genre de travaux, et bien d'autres!** Il y a beaucoup à faire à Mayotte

Il faut également trouver des moyens pour lutter contre l'insécurité et la violence... Egalement pour les actes de violence faites envers les animaux! Plus de sensibilisation surtout chez les enfants et les jeunes autour du respect de la vie, de la connaissance des animaux... Et des peines exemplaires pour toutes les agressions physiques et pour les cas de maltraitance animale.

3605

Revoir la législation du travail pour les migrants non demandeurs d'asile. **Autoriser le travail pour justifier l'accès aux couvertures sociales et à l'enseignement.**

3629

Rompres la délégation de service public du port de Longoni, poumon économique de notre île, qui ne fonctionne pas .

Mayotte outre **sa position stratégique dans le canal du Mozambique offre un port abrité, avec d'excellentes conditions de navigabilité comparativement au Hub de la Réunion et de Port Louis**. Nous devrions être un **Hub régional**.

L'économie du territoire déjà fragile, souffre aujourd'hui du dysfonctionnement organisationnel du port et du problème de gouvernance déjà bien connu du gouvernement.

Le développement de la **coopération régionale** est primordiale pour des réseaux plus courts d'approvisionnement d'une part, mais également pour contribuer au développement des îles voisines et peut être ainsi amorcer la baisse de l'immigration clandestine.

Créons une **école maritime**, pour former les marins, les techniciens du transport localement

Concernant les mineurs isolés, **multiplier les familles d'accueil sur le territoire** pour assurer leur éducation et permettre en même temps à des familles de vivre dans de meilleures conditions.

Le village d'Eva, l'école des rues a initié une solution qui devrait si elle était étendue permettre d'assurer la scolarisation du plus grand nombre. Il y a urgence pour que l'ensemble des enfants soient scolarisés on ne doit pas attendre que les écoles soient construites.

Mayotte est une île magnifique, ses habitants sont naturellement accueillants, ne laissons pas passer notre chance de devenir une île touristique au même titre que Nosy Be, les Seychelles ou Maurice.

Nous avons un potentiel humain et environnemental fantastique, à nous d'accompagner ce petit territoire pour le faire grandir.

3680

Créer règles spécifiques provisoires permettant de lutter efficacement contre l'insécurité en ayant recours à l'armée seule entité capable de prendre ce problème mahorais à bras le corps.

Renforcement de la surveillance des prix et réduction des taxes sur les produits de consommation. Les prix s'enflamment sans raison et les commerçants répercutent des taxes dont le produit ne peut pas être tracé. **Limitier les droits d'octroi de mer de moitié pour avoir un taux uniforme équivalent à la tva de métropole. Développer les échanges commerciaux avec Madagascar notamment l'alimentation.** Permettre plus de mobilité aérienne : **encadrer les tarifs des compagnies aériennes** afin de faire baisser les couts : un ar Mayotte Diego (400km*2) coute aussi cher qu'un vol Paris-Antilles (8000 km*2)

Faire évacuer les multiples bidonvilles en appliquant le droit français, reconduite à la frontière de tous les étrangers en situation irrégulière et destruction habitat insalubre immédiate avant qu'une catastrophe météorologique ne fasse le travail à la place des autorités, ce qui serait pour la France une honte internationale. Mettre en place un budget d'état en réelle adéquation avec les besoins du territoire, à la même hauteur qu'un département métropolitain. Il est temps d'en finir avec l'hypocrisie des affichages budgétaires qui se moquent du territoire.

3681

Reconstruire les plateaux dans les villages **et recruter les jeunes au BSMA a partir de 16 ans**, pour éviter la délinquance a MAYOTTE

3694

Augmenter drastiquement la ligne budgétaire unique, permettre aux titulaires d'un titre de séjour d'un an de se déplacer dans tout le territoire français, accompagner les collectivités par la mise à disposition d'une **ingénierie de qualité**.

3698

En urgence

Répondre à l'insécurité

La nécessité de proposer en toute urgence une série de mesures de nature à répondre aux attentes de la population en matière de sécurité :

- Augmentation du nombre d'agents de la Police nationale : **+ 42 (voir proposition syndicat Alliance)**
- Affectation du personnel de la DDPAF sur les postes budgétisés : **266 postes mais 229 agents.**
- Annonce **des études pour la mise en place de 2 commissariats, un à Koungou et un en Petite Terre** (en plaçant la Petite Terre en zone police), et de 2 autres ensuite, un à Dembéni, un à Combani.
- Equipement de grilles pour les véhicules d'intervention et renouvellement de matériels obsolètes
- Sécurisation des transports scolaires (revendication forte, à l'origine du mouvement) avec brigades mobiles, présence ponctuelle d'agents dans les bus (conventions déjà signées), mise en place de vidéosurveillance.

En même temps annoncer des actions concrètes

En parallèle, à annoncer lors d'une très prochaine venue ministérielle pour répondre dans un tout premier temps aux problématiques de l'éducation, de la violence, de la jeunesse et des entreprises fragilisées

- Déblocage dès 2018, d'un **fonds de rattrapage pour les constructions scolaires** (principal motif de revendication et de la colère des femmes mahoraises, les "mamans") : 20 M€/an alloués actuellement pour le 1er degré, ce qui ne fait qu'aggraver les retards déjà très importants. Il faut prévoir 48 M€/an pendant 10 ans. 50 M€/an alloués pour le 2nd degré, ce qui ne permet pas de rattraper le retard (collèges de 1.900 élèves, lycées de 2.500 élèves !). Il faut prévoir 120 M€/an pendant 10 ans, au vu de la pression démographique actuelle.

- Lancement d'un **Plan de construction des équipements sportifs et culturels** pour 150 M€ sur 5 ans (cible : les jeunes). Le recensement des équipements sportifs effectifs par la DJSCS fait apparaître 350 équipements sur toute l'île, quand il y en a au moins 1.200 pour un département ou une population équivalent en Métropole et Outremer.

- **Une revalorisation** jusqu'à 2.500 € pour les salaires supérieurs au SMIC de l'aide au passage aux 35 heures et la mensualisation du versement de l'aide (Pour l'économie locale fragilisée, proposition Medef, CPME, Capeb)

- Mise en place immédiate **d'un groupe de travail rassemblant des représentants de la Justice, de la Deal, des mairies, du département-région et des Collectifs de citoyens afin de lancer en urgence les procédures d'expulsions légales** (éviter les "décasages sauvages" et la justice privée et expéditive qui peuvent reprendre à tout moment et gravement dégénérer, porter atteinte à l'ordre public, voire conduire à des morts). **Les collectivités locales et les particuliers doivent pouvoir récupérer leurs biens illégalement occupés par des clandestins**, pour lesquels ils payent des impôts fonciers depuis 3 ans. Ce serait une mesure à coût quasi nul, très appréciée, et source de confiance retrouvée de la population mahoraise dans les intentions de l'Etat. Et une marque forte de la restauration de l'état de droit et de l'autorité de l'Etat.

Dans un 2ème temps

La Lodema, un plan pour 10 ans

S'engager à préparer, avec des représentants des Collectifs, des syndicats de salariés et d'employeurs, la Loi de développement de Mayotte, Lodema. Il a été convenu dans le cadre de la loi pour l'égalité réelle Outremer de présenter **un plan de convergence avant juillet 2018. Il s'agira d'un plan d'investissement sur 10 ans, sanctuarisé par la loi**, pouvant s'appuyer sur des fonds européens actuels ou à venir, reprenant les grandes lignes des propositions émises localement : **piste longue, rocade par les hauteurs de Mamoudzou, zone franche globale pour 10 ans, révision du montant de la LBU...**, en parallèle de quoi le Gouvernement pourrait "imposer" **un plan de formation sur 2 ans des élus locaux et agents de la fonction publique territoriale** (financement FSE, CNFPT et fonds spécifiques), indispensable et politiquement porteur et apprécié.

Démêler l'écheveau avec les Comores

Le développement économique et social de Mayotte ne peut s'imaginer sans régler le "problème des Comores" et de l'immigration clandestine massive. 45% de la population de Mayotte est clandestine,

cela représenterait 26 millions de clandestins en Métropole... L'objectif à terme est le respect du choix de la France des Mahorais par les Comores, et d'ici là le tarissement de l'immigration clandestine accompagné de la mise en place d'une coopération bilatérale efficace.

Dans un premier temps et localement

- Lutter fermement contre le travail des clandestins à Mayotte, après un "moratoire" de un mois validé par les Collectifs de citoyens.
- Condamner fermement les attestations d'hébergement et les certificats de paternité de complaisance.
- Condamner fermement les hébergements de clandestins, les reventes illégales d'eau et d'électricité (EDM et la Sogea-Vinci connaissent exactement les compteurs concernés !).

Dans un premier temps et vis-à-vis des Comores

- **Obliger l'état comorien à faire enregistrer les bateaux qui quittent ses côtes** (les kwassas partant d'Anjouan), ce qui permettra de connaître les commanditaires, et qu'ils soient équipés du matériel de sécurité minimum : gilets de sauvetage, radio VHF..., conformément aux réglementations internationales en vigueur, même si ces embarcations vont sur "l'île sœur de Mayotte" et sont amenées à traverser la haute mer.
- Dans le cadre de la coopération policière et judiciaire envisagée à plusieurs reprises, **que des policiers français soient positionnés à Domoni (Anjouan)** pour épauler les homologues comoriens et contrôler ces départs quotidiens.
- Dans le cadre de cette coopération, **que les détenus comoriens soient renvoyés aux Comores** pour y purger leurs peines. Cette mesure très forte sera particulièrement dissuasive pour les délinquants, quand on connaît les geôles comoriennes...
- Que l'usine de fabrication de ces embarcations de fortune à Anjouan soit contrôlée - épaisseur des bateaux en fibre de verre trop fine pour naviguer en sécurité - et si possible fermée.

Retrouver les commanditaires et enquêter pour vérifier si la fibre de verre et les moteurs transitent par conteneurs via le port de Mayotte, en provenance de Dubaï, afin de connaître les donneurs d'ordres.

- Que Mayotte dispose d'une place d'observateur à la COI, Commission de l'océan Indien, dans un premier temps, avant de devenir membre à part entière rapidement.

En contrepartie,

- Création d'un **consulat français à Domoni (Anjouan)**
- **Activer 50 à 100 places par an de Français en service civique aux Comores** dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'environnement (gestion des déchets, protection de l'environnement).
- "Offrir" à des **étudiants comoriens sélectionnés 50 places par an à l'Université de Mayotte (CUFR)**
- "Offrir" à des étudiants comoriens sélectionnés **10 places par an à l'école d'infirmières de Mayotte (Ifsi)**
- Engager des coopérations avec l'Etat et les collectivités locales comoriens sur des domaines pour lesquels Mayotte dispose de compétences ou d'expertises : mise en place de l'état-civil, formation des infirmières, gestion des déchets, d'une aire marine protégée, logement social avec la brique en terre crue, production agricole...

3738

Il est temps pour Mayotte de grandir et pour grandir elle doit pouvoir s'appuyer sur ses jeunes. **Il faut faire un concours de police exceptionnel sur le territoire pour former des agents qui auront pour obligation d'exercer 15 ans sur le territoire.** Même si pour cela il faut déplacer tout une école de la métropole vers le département le temps de la formation. Car 20 agents de plus sur le territoire c'est déjà 20 agents de gagnés. En faire de même pour le concours de gendarme. Le dispositif qui vise à faire venir des agents de la métropole vers Mayotte, n'est pas efficace. Les agents ne connaissent pas le territoire et finissent par partir.

Des milliers de dossiers de titre de séjour restent bloqués à la préfecture. Il est temps de stopper les nouvelles demandes pour étudier les demandes en attente. Il faut revoir et étudier les dossiers en cours, qui montre qu'il y a un dysfonctionnement dans le système. J'ai eu la chance de travailler dans un service social et aujourd'hui **je pose la question comment une demande de titre de séjour peut être accordé quand une personne n'a aucune ressource et pas de logement, donc pas d'adresse.** Ceci conduit à la situation actuelle de l'île. Des personnes ayant un titre de séjour mais qui doivent survivre. Et quand il s'agit de la survie l'homme montre un autre visage. Il est temps d'accorder le titre de séjour aux personnes pouvant vivre de manière décente sur le territoire. Ou les accompagner dans cette démarche avant l'obtention du titre.

Ecole ou Ecole. L'école de la république n'existe pas à Mayotte. L'éducation est au rabais. Ainsi les Mahorais préfèrent quitter le territoire pour donner plus de chance à leur enfant.

L'hôpital c'est comme l'école les mahorais préfèrent voyager et accoucher dans d'autre département. Il serait temps de rendre cette hôpital au mahorais. **Appliquer l'AME ou remettre un tarif au soin.** Depuis que les soins sont devenus gratuits l'hôpital est toujours bondé. Il faut remettre une tarification pour les soins. Ainsi éviter les visites inutiles.

3752

Faciliter la création d'entreprise en diminuant le combat administratif

3851

Développer les services sociaux à Mayotte : **construction de foyer d'hébergement d'urgence pour les mineurs isolés,** plus de moyens pour l'aide sociale à l'enfance, **des fonds pour optimiser le fonctionnement des UTAS, des fonds pour des bons alimentaires.** Favoriser la scolarisation des jeunes qui ne sont pas scolarisés

3917

Supprimer le ministère des outre mer pour une égalité réelle avec les autres départements.

3960

Renforcer le rôle de l'état et de la CR des comptes afin d'utiliser au mieux les finances publiques. Concernant l'éducation nationale, homogénéiser vers le haut le niveau des enseignants, sanctionner l'absentéisme non justifié des enseignants. Développer la lutte contre l'immigration clandestine à

l'entrée. Instaurer une vraie retraite pour les salariés. Revoir le calendrier d'alignement des cotisations sociales pour plus de rapidité donc plus d'équité.

Supprimer la police municipale à MDZ et la remplacer par des policiers nationaux qui feront leur travail en équité.

Revoir l'organisation coûteuse des remplacements médicaux au CHM grâce à une vraie politique incitative pour une installation plus longue des médecins et paramédicaux à Mayotte....

3961

Pour les jeunes créer des évènements culturels, développer les activités sportives, les loisirs de pleine nature, **créer un second centre de type BSMA adapté aux enfants et jeunes abandonnés**, créer une zone franche pour les entreprises, passer des contrats avec les écoles privées, construire des routes...arrêter le turn-over et proposer des contrats de travail qui engagent sur du moyen terme, etc...

4087

Je souhaiterais que le développement de l'école soit la priorité du territoire de Mayotte.**Que le jeune mahorais ai l'opportunité de faire les grands écoles de la République telles que HEC,ENA,SCIENCE PO et autres.**

Cette possibilité sera effective une fois que le Gouvernement aura mis en place **une enquête parlementaire sur le niveau scolaire du jeune Mahorais,**

4143

Transfert à l'Etat de l'aménagement du département : route, logement, port, éducation et construction des écoles, assainissement, eau etc...

Propositions Nouvelle-Calédonie

Les propositions ci-dessous forment une partie des résultats obtenus dans le cadre de la 2^e consultation numérique des Assises des Outre-mer qui s'est déroulée du 16 février au 31 mars 2018. À cette occasion, 4 221 citoyens d'outre-mer ont exprimé leurs idées et leurs suggestions pour améliorer leur territoire. L'ensemble de ces propositions a été étudiée par l'équipe des Assises afin de préparer la rédaction du livre bleu outre-mer.

12

Le nickel n'étant plus ce qu'il a été, il est grand temps de regarder les autres atouts du Territoire. Nous sommes à la jonction de plusieurs grands Etats, Australie, Nouvelle Zélande, et l'Asie du sud-est. Nous pouvons être **une véritable vitrine de la France en développant un tourisme sélectif par la culture : c'est pourquoi créer un Louvres-Nouméa** permettrait un véritable développement de la Nouvelle Calédonie pour le BTP, les hôtels, la consommation en général. Une année en visitant Canberra, il y avait une exposition de Van Gogh, et une queue de visiteurs sur plusieurs rues. La France peut nous aider avec les fonds européens à créer ce magnifique projet. Mais qui en aura la volonté ? Cela permettrait aussi au nickel d'avoir les moyens de ses ambitions.

62

Je pense qu'il faudrait accès l'économie de mon territoire sur le tourisme éco responsable et sortir une bonne fois pour toute de l'économie du "nickel" qui plombe notre économie, n'est plus du tout rentable économiquement et désastreux pour notre environnement. Aussi pour cela il faudrait que tout les citoyens du territoire est les même droits ce qui n'est pas du tout le cas notamment concernant le droit de vote, l'accès au marché du travail, le droit d'avoir des terres.

188

Pourquoi ne pas diviser le Nord du Sud? Avec le Sud département Français et le Nord indépendant!!!

425

Il faut beaucoup plus de sécurité car il y a trop de vol et d'agression dans ce pays. Il faut plus de prise en compte de l'environnement en Nouvelle-Calédonie, reforestation, mettre en place une vraie politique de recyclage aussi etc. ; **Pour protéger nos ressources marines, il faut des sanctions plus sévères à l'encontre des pêcheurs braconniers étrangers.** Il y a aussi de la corruption. Lorsqu'un politicien est mis en examen, il ne démissionne jamais. Il faut plus de moralisation de la politique ici. Le coût de la vie est trop cher, surévalué dans ce pays. Il y a également trop de fonctionnaires (je suis moi-même fonctionnaire) ou les ressources humaines sont mal évaluées, mal gérées. Il faut baisser les couts de la fonction publique.

445

Restaurer les droits de vote et de travail pour tous les français car depuis 30 ans les élus locaux se sont servis sur le contribuable national **et le re équilibrage est loin d'être parfait comme en témoigne l'absence de pédiatre par exemple en province nord.**

489

J aimerais qu'il y ait des structures adaptées pour les handicapés mon fils qui est calédonien mais handicapé ne peut pas venir me rejoindre moi et ses sœurs sur le territoire.

560

- 1) Faire régner l'ordre
- 2) Aider les jeunes à s'investir ou **se réinvestir dans 1 projet de société commun** (hors violence incivilités et destruction)
- 3) Eduquer les jeunes des tous les milieux à **"se froter" à d'autres communautés par le biais d'actions communautaires** (obligation dès la maternelle)

785

La population calédonienne n'a aucune idée de comment va se construire le territoire après le référendum d'autodétermination prévu pour novembre 2018. **Ainsi je proposerai qu'on établisse des plans à long terme afin de savoir où nous nous dirigeons selon les résultats** possibles du référendum et que nous les divulguions à la population par les médias.

872

La vie reste chère, non-seulement à cause des coûts de production et d'importation mais aussi à cause des marges faramineuses appliquées par les importateurs et revendeurs. **De manière générale le fait d'avoir conservé le franc CFP est un frein à la comparaison des prix des aliments, marchandises et biens ou encore les services bancaires ou prix des assurances par rapport à la métropole.** Le fait de ne pas avoir la même monnaie que les autres territoires français ne permet pas au commun de la population de se rendre aisément compte de l'écart des prix ; laissant aux seules associations de consommateurs la charge de régulièrement mettre le focus sur ces problèmes (sachant que les politiques peinent à y trouver des solutions).

Certaines politiques publiques sont peu claires et partent dans tous les sens, **cela semble liée d'une part à la réalité de la gouvernance collégiale de la Nouvelle Calédonie qui fait que sans réelle majorité directrice** et avec le souci de plaire à tous les partis de l'échiquier politique, aucune direction principale majeure ne se dégage. **Mais aussi à cause du fait que les personnalités politiques en place sont souvent des capitaines d'industries ou de commerces locaux et donc semblent vouloir en priorité ménager leurs propres intérêts et profits.**

Enfin comme toujours la lourdeur administrative française qui empêche la création rapide de petites entreprises, on noie les patrons sous les charges sociales **ainsi que le manque de concurrence dans bien des domaines (ex : télécommunications et Internet, liaison aérienne)** fait que le pays est à la traîne et semble moins dynamique sur pas mal d'aspects que les jeunes étant anglophones de la région dont le développement a été spectaculaire ces dernières années, tout en conservant il est vrai les avantages sociaux procurés par la France (très bonne couverture sociale/médicale/chômage, stabilité d'emploi, éducation gratuite pour tous, etc.) et qui sont totalement absents de ces mêmes pays.

890

Le vivre ensemble en respectant les us et coutumes de chacun sans vouloir dominer. Chaque parti politique devrait en alternance diriger le pays, pour qu'un camp ne puisse avoir le sentiment de plein pouvoir.

908

1°) Que la volonté largement majoritaire des calédoniens de rester au sein de la République française soit enfin reconnue, respectée et protégée. Pas d'indépendance ; pas d'Etat associé ; pas d'Etat fédéré ; pas d'autonomie élargie.

2°) Que l'ordre public soit assuré à cette fin.

3°) **Que la Nouvelle Calédonie soit accompagnée par l'Etat et l'Europe pour mobiliser ses énergies économiques, financières et humaines pour parvenir rapidement à un véritable développement économique inscrit dans sa région, et consacrer moins de temps et d'énergie à la politique politicienne.** Ceci concerne la mine, mais aussi l'agriculture, l'élevage, les ressources halieutiques afin de parvenir à une certaine autonomie économique.

4°) **Qu'une politique de protection de l'environnement soit conduite en partenariat avec l'Etat pour garantir un cadre de vie aux générations montantes.**

5°) **Une politique de maîtrise de l'eau** doit être conduite dès aujourd'hui pour en assurer durablement la quantité, la qualité et la répartition équitable.

949

Il est très urgent d'éduquer et aider la partie de la jeunesse qui galère et qui du coup s'oriente vers la délinquance au nom d'idées politiques révolutionnaires... **Je pense à la création de centres de rééducation à la vie en société, où ces jeunes en carence de repères pourraient retrouver la motivation d'entreprendre une vie sereine et passionnante dont ils pourraient être fiers et heureux.**

1003

Une justice égale pour toutes les ethnies du pays, avec des moyens de pression sur les criminels, voleurs et délinquants. Une prison plus grande avec un endroit pour les mineurs et la mise en place de TIG. **construire des lieux réunissant et reflétant toutes ethnies et cultures différentes du pays, jardin détente avec roulotte, café et restaurant à thème correspondant à chaque identité culturelle.** Ouverture le dimanche du centre ville quand un paquebot arrive.

1064

Les perspectives pour la Nouvelle Calédonie sont rongées, depuis près de 50 ans, par la fragilité des statuts qu'elle a connus et la défiance qu'ils ont suscité, et par l'incertitude qui pèse sur son avenir.

Il en va de même, d'ailleurs, en ce qui concerne la Polynésie française et Wallis et Futuna. Lorsque l'on prend en considération la géopolitique du Pacifique, les stratégies menées par les grandes puissances dans la région (en particulier la Chine), le sort des petits États insulaires océaniques devenus indépendants, et les ressources minières et maritimes qu'elle possède, la Nouvelle Calédonie est promise au naufrage si elle devenait indépendante. L'ambiguïté du régime politique de

la Nouvelle Calédonie, ainsi que des autres territoires français du Pacifique, stérilise toute politique de développement. La communauté nationale et internationale ne peut s'engager dans l'incertitude.

Il est donc essentiel:

1 - que les "citoyens" calédoniens, au sens que le présent statut donne à ce terme, s'expriment sur leur avenir par le référendum du mois de novembre 2018. Pour moi, après examen de divers critères dont les résultats des consultations des 30 dernières années, il ne fait pas de doute que les indépendantistes ont d'ores et déjà perdu cette consultation référendaire. Malheureusement, l'Accord de Nouméa, qui infantilise les Calédoniens, a stupidement prévu 3 référendums successifs, retardant d'autant la clarification que le monde attend.

2 - que, à la sortie du processus de consultation référendaire, lorsqu'il aura été acquis que la majorité des citoyens calédoniens veulent rester Français, la République ouvre les yeux, ôte ses œillères, s'applique à regarder les choses en face, et comprenne que le temps est venu de réaliser ce que bien d'autres avant nous ont souhaité réaliser: **la transformation de la République française en une République Fédérale Française dans laquelle la "fédéralité" ne serait réservée qu'aux territoires ultramarins, y compris la Corse** (pour laquelle cela constituerait vraisemblablement la porte de sortie à la situation de crise larvée existant depuis des lustres). L'occasion nous en sera donnée à la fin du processus référendaire calédonien, car l'Accord de Nouméa prévoit que, à l'issue des trois référendums proposant l'accession à l'indépendance:

"..... Si la réponse est encore négative, les partenaires politiques se réuniront pour examiner la situation ainsi créée."

Les indépendantistes, les loyalistes, et le Gouvernement français sauront que l'option indépendantiste est rejetée par une majorité.

A mon sens, seule l'option fédérale pourra être de nature à recueillir l'assentiment de toutes les parties car les options seront bornées par le statut d'autonomie acquis et l'option de l'indépendance rejetée.

La Nouvelle Calédonie sera, à partir de cet instant, promise à un avenir radieux.

1180

Voici une proposition parmi tant d'autres pour la paix pour mon territoire :

> **Elaborer une loi tenant compte des us et coutumes des Calédoniens, kanaks comme caldoches** et notamment en ce qui concerne la discipline et le mode d'éducation depuis le plus jeune âge.

Autrefois dans les tribus et dans certaines grandes familles «caldoches» l'astiquage après un grave manquement présageait une bonne éducation, un respect des règles, un respect de l'autorité, un respect d'autrui, un mental à toutes épreuves (deuil, rejet, déception sentimentale...etc).

Aujourd'hui, l'actualité de mon territoire illustre les dégâts qu'a causé une certaine loi donnant tout pouvoirs aux enfants, laissant les parents démunis face à des enfants conscients de leurs droits et s'identifiant, via internet, à des personnes qu'ils ne sont pas et qui ne vivent pas dans le même contexte que celui de la Nouvelle Calédonie.
Si l'on veut un vivre ensemble, il faut accepter les us et coutumes propres au pays, trouver le juste

milieu. Faire des lois adaptées au premier peuple du pays pour ne pas les «dénaturer dans leur propre pays».

«Je suis une femme kanak et j'ai grandi ici dans mon pays Nouvelle Calédonie, avec le mode d'éducation propre à mes parents, grands parents...etc. Je n'ai jamais regretté la façon dont on m'a élevé, j'ai remercié mes parents d'avoir fait de cette manière car aujourd'hui j'ai des valeurs et je défends des valeurs tel que le respect d'autrui, le respect de ma hiérarchie, le respect de l'autorité en place, le respect de l'environnement, l'entraide, l'humilité, le «manger à la sueur de ton front», l'hospitalité ...etc. Avant que cette loi prenne effet sur le territoire, on pouvait compter sur les doigts d'une main les vols de voitures, les agressions, les suicides, les accidents de voitures...etc. Aujourd'hui, c'est cette génération, qui a bénéficié de cette loi, qui fait l'actualité de notre pays avec tous ces vols, ces agressions, ces accidents, des suicides...etc.»

1299

Une meilleure coordination et entente entre tous les acteurs politiques de la Nouvelle-Calédonie pour rendre leur actions efficaces et adaptées aux besoins; **Et surtout un meilleur suivi de ce qui est mis en place pour mesurer les résultats et les confronter aux objectifs.**

1325

Soutenir la société Calédonienne de santé publique qui se propose de refonder le système de santé. Cela permettra de sauver le système de santé néo-calédonien et pourra servir d'exemple réussi, nous l'espérons, pour sauver celui de métropole.

1412

Rester en lien avec la métropole (fonctions régaliennes, tourisme, travail, **bonnes pratiques, échanges**), **partager avec les voisins locaux étrangers (approvisionnement, tourisme, études)**, oublier les querelles du passé, **développer des secteurs d'avenir (numérique, tourisme naturel vers des sites préservés au contraire du tourisme de masse**, indépendance alimentaire autant que possible), voir ce qui se fait de bien ailleurs et l'appliquer ici

1415

L'idée d'une démocratie participative au cœur des habitants et de consolider les liens par une solidarité communautaire et durable.

1526

Favoriser entrepreneuriat, pas par de nouvelles règles inventées mais en s'inspirant de nos pays voisins qui réussissent dans ce secteur.

1573

1 - Je pense qu'un contrôle de l'activité des politiciens, de leurs intérêts et de leurs finances, de leur respect de la loi et d'une manière générale de leurs valeurs morales **doit être effectué régulièrement par un groupe extérieur au système, indépendant et incorruptible.** Il s'agirait de surveiller toutes

personnes ayant une influence sur les décisions de dépense d'argent public. La Cour des comptes est presque inexistante dans ces contrôles et le public est impuissant face aux conneries budgétées chaque année.

2 - Le système financier de l'argent public n'est pas cohérent avec **une vision constructive de long terme (système de budget annuel) et incorrectement surveillé. Les investissements relatifs aux infrastructures ayant un impact environnemental sont insuffisamment étudiés** et des choix aberrants sont faits à défaut de budget ou à défaut de compétences.

Par exemple aucun spécialiste du génie-côtier n'existe au sein de la Direction de l'environnement de Nouvelle-Calédonie. La mission de l'impact environnemental n'est étudiée que par des biologistes et des professionnels du BTP. Des sommes colossales sont gaspillées dans des infrastructures côtières aggravant les problématiques d'érosion. Nous possédons cependant les compétences localement mais les bureaux d'études (partie prise dans l'acquisition de marchés publics) doivent présenter des projets bétonnés en adéquation avec la volonté des services publics. **Ce bétonnage en dépit du bon sens répond à une volonté politique d'embellir ou protéger les côtes avec une vision à très court terme (vision uniquement sur la durée d'un mandat électoral).**

1659

1-Arrêter les collusions entre les membres politiques et les grandes familles ayant les moyens financiers, qui immobilisent le pays

2- Arrêter avec les lobby du sucre et de l'alcool : les peuples natifs sont addicts, Aidons les. Les problèmes de santé vont, en plus de couler l'économie du pays, tuer à petit feu son peuple.

3-Mettre en place une véritable politique environnementale pour préserver le pays :

entre les feux et les cerfs, il n'y aura plus dans 10 ans de végétation en NC selon les experts scientifiques. Or ce patrimoine végétal unique au monde, source de paysage unique, rendant des services écosystémiques indispensables (ex :préservation de la qualité de l'eau dans les tribus mais aussi sur Nouméa), reste en plus une ressource unique et "durable" de molécules (médicaments, cosmétiques ...). On est en train de gâcher la véritable richesse et ressource du pays.

1686

Un gros problème d'insécurité lié à un vide sur la construction de l'identité calédonienne. **Nous aurions besoin d'élaborer des objectifs communs un langage commun des valeurs communes.** Malheureusement le pays est clivé et l'approche du référendum ne fait qu'accentuer ce clivage. Il nous faut des projets communs avec des personnalités charismatiques qui rassemblent et qui sont dégagées de tout engagement politique et qui pourraient représenter des modèles. **Je propose également des intervenants familiaux dans les quartiers qui auraient cette fonction de lien et de faire sens avec la population. Remettre la loi même sur des petites incivilités**, tant elle a perdu de son sens et n'est pas portée par les parents. En développant les TIG.

1816

Créer un lieu pluriethnique où chaque personne participe au bon fonctionnement de la structure (ménage, entretien du potager, nourrissage des poules, etc.) et où tout le monde peut s'adonner librement à son art, dans le respect, le partage et l'écoute d'autrui. L'art pérennise les hommes en

les aidant à exprimer leurs (re)sentiments par le biais de différentes techniques et sources d'inspiration. Des expositions peuvent être faites sur place, attirant ainsi des spectateurs pluriethniques eux aussi, qui échangeront leur ressenti devant les œuvres. Le métissage de cultures peut très bien se faire dans un endroit pareil, où un certain ordre doit être respecté et où la seule contrainte réside à créer une série d'œuvres à présenter à la fin de son séjour en ce lieu vivant.

1950

Que les politiques fassent un site sur lequel les Calédoniens puissent faire des propositions d'une part et un site avec une possibilité de noter les actions qui suivent les décisions annoncées

2023

Toutes les activités sportives et les transports pour les mineurs, gratuits ou au prorata des revenus des familles.

2024

Malgré le transfert de compétence sur les questions d'enseignement, **le dédoublement des classes de Cp serait intéressant pour certains quartiers populaires de Nouméa et alentours et pour la Brousse**

2138

Nous avons eu beaucoup de départ de feu dans notre territoire ces derniers temps + en montagne : ce que je propose c'est d'installer des fûts sensible au feu géant dans les montagnes ou dans les zones à risque de feu : pour que pendant les mois de pluies remplissent ces fûts et quand il fait chaud et surtout en cas d'incendie ces fûts aident non seulement les pompiers et peut sauver des vies !! Merci

2178

1. Garantir la sécurité des personnes et des biens en appliquant réellement une politique de sécurité digne de l'état français et non des compromis pour éviter des conflits avant le référendum du 04 novembre
2. **développement d'une offre touristique pour le territoire avec des structures d'accueil répondant à la clientèle internationale** afin d'avoir un réel moteur de croissance pour la NC.

2285

Aider la jeunesse exemple l'ancien CHT Gaston -Bourret en faire une centre de formation pour tous

2349

Je propose de conditionner davantage les différents subventions et avantages fiscaux aux efforts réalisés pour préserver notre environnement. Je propose également de réfléchir à un système qui freine les pollutions générées par le secteur de mine et de la métallurgie. Je propose également de construire des dispositifs qui permettent **de reconnecter les jeunes délinquants avec leur pays en les impliquant dans les travaux permettant de réparer les dommages causés sur l'environnement naturel et de valoriser ensuite le travail qu'ils auront réalisé.**

2377

Une réforme agraire ou une ré répartition des terres est nécessaire car les descendants des colons détiennent toujours la majeure partie des concessions offertes par l'administration coloniale. Les kanaks sont eux cantonnés dans les réserves qu'on appelle tribus...merci

2462

Interdire à des français y résidant de participer au référendum sur l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie au prétexte qu'ils n'étaient pas inscrits sur les liste de 1998 et alors même qu'en France, ces mêmes qui interdisent aux Français la participation à ce référendum, militent pour donner le droit de vote aux étrangers est contraire à la Constitution ! **Par ailleurs, le pays manque d'habitants : seulement 270.000 pour une île faisant 450 km de long pour 80 km de large ! Il faudrait y favoriser l'immigration** pour qu'il se développe mais voilà, les syndicats indépendantistes ont obtenus les privilèges suivants : pour postuler à 50% des emplois proposés, il faut justifier 3 ans de présence sur le territoire ! Mieux, pour les autres 50% des emplois proposés, il faut justifier de 10 ans de présence sur le territoire !!! Par ailleurs, à compétence égale, priorité est donnée aux postulants Kanaks, ce qui peut se comprendre.

Au final, toutes ces mesures sont des mesures ségrégationnistes envers les non Kanaks. Alors comment envisager un avenir serein en laissant une large minorité décider du sort de la grande majorité ?

2570

- 1 - Que le territoire ou le pays prenne en charge la sécurité sociale et la santé de la population, afin de ne plus enrichir un organisme privé, qui est constamment en déficit et avec lequel depuis des années, des taxes se créent.
- 2 - Que la justice fasse son travail correctement en envoyant en prison riches ou pauvres, élus du peuple ou autres personnalités qui à enfreint la loi.
- 3 - Obliger les élus à mettre publiquement, leur biens personnel ainsi que toutes les sociétés dans lesquelles, ils ont des intérêts.
- 4 - Libérer le monopôle des importations, afin d'ouvrir la concurrence et d'obtenir plus de choix avec des prix moins élevés.
- 5 - **Mettre en place un service militaire obligatoire pour les jeunes.** Leur permettre de sortir du pays de voir autre chose et de se débrouiller seul.
- 6 - **Autoriser, contrôler et utiliser légalement, les substances et les bienfaits du cannabis.**
- 7 - **Produire localement, certains médicaments dont nous trouvons les matières premières.**
- 8 - Ré-organiser le système scolaire.
- 9 - Développer, former et mettre en valeur officiellement les jeunes à une autre richesse que le nickel.

2744

Education, histoire et francophonie. Dans les écoles il serait important de replacer le rôle de l'éducation dans l'histoire de France. L'éducation doit être vue comme une chance pas une obligation. L'école publique a permis à des minorités de réussir et a se faire entendre (des ouvriers,

des campagnards des immigrés. La langue française permet d'avoir accès à des savoirs (juridiques, médicaux, technologiques) qu'une langue locale ne permet pas.

La France n'a pas été parfaite dans ses territoires d'outre mer, mais rappelons aux élèves que sur son propre territoire elle n'a pas toujours été tendre avec ses classes populaires (ex. La commune et ses déportations, la vie des ouvriers, des mineurs et des paysans jusqu'après guerre) Cela permettrait peut-être aux ultra marins de se rendre compte que la dureté de la colonisation était aussi du à une époque...Et aux jeunes de ne pas rejeter l'éducation car elle est française.

2755

Interdire toute référence à l'ethnicité. Luter contre les discriminations. Appliquer la loi et éliminer les zones de non-droit en mettant en place les patrouilles militaires à l'instar de vigipirate. Mettre fin à des occupations illégales des terrains publics notamment à des constructions (bidon villes) sur ces terrains. **Mettre fin à la tolérance (actuellement totale) envers le pillage du lagon notamment dans les zones protégées (par exemple en Baie de Kuendu).**

2924

Je souhaite que l'EN (éducation nationale) mette des éducateurs éducatrices spécialisés dans chaque lycée professionnels afin de stopper le décrochage scolaire.

2937

Importer plus de produits de NZ et d'Australie. Donner le droit aux familles qui veulent monter un petit projet agricole de louer des terres du domaine (pas que ceux adjacents aux terres ayant déjà un terrain!). S'occuper des vrais problèmes : la vie chère (locative, nourriture), la violence et la délinquance en priorité 1, les trop grands écarts sociaux, les MONOPOLES des grandes familles, **interdire les emplois à des horaires fractionnés au SMIG** (ex: femme de ménage employée de nuit tôt le matin et en fin de journée par des boîtes de nettoyage, quand peut-elle s'occuper de ses enfants?). Mettre en avant des politiques sans appât du gain...Punir la violence au plus haut niveau, remettre des règles en place, mettre un couvre-feu des jeunes et adolescents !!!

Revoir le système éducatif et les horaires et Y METTRE LES MOYENS (surtout l'apprentissage syllabique à remettre en vigueur, la lecture globale un échec cuisant, moins d'heures d'apprentissage pour les maternelles et le primaire, s'inspirer du modèle norvégien/anglo-saxon). Il y en a encore tant...**Remettre la police coutumière en vigueur**, former les jeunes dans d'avantage métiers manuels liés au pays, artisanat, construction artisanales, jardins, cultures...

2966

Si le résultat du référendum est oui pour rester dans la France, il est indispensable pour les finances de la NC et de l'hexagone de supprimer un état dans l'état à savoir la composition politique actuelle (Congrès, Sénat coutumier, Gouvernement) Supprimer le gvt de NC qui revient très cher à tous les contribuables. Supprimer une partie de la représentation du Congrès (trop nombreux) et supprimer la moitié des membres du Sénat coutumier qui ne sert strictement à rien. Appliquer, avec les modifications nécessaires pour un territoire océanien, les lois françaises. **Prévoir une représentation au congrès 1/3 kanaks, 1/3 calédoniens d'avant 1980/85, 1/3 calédoniens après 1980/85. Créer un**

poste de représentant calédonien de l'Etat. Réguler les salaires sur ceux de la métropole, Répartir plus justement les grilles d'impôts (très très hauts salaires ou retraites). Se pencher plus particulièrement sur le problème mélanésien dans le fond et la forme.

3021

Redevenir pleinement français. Intégrer dans la république la notion de culture et de différence. **Cultiver la diversité en s'inspirant du modèle australien. Intégrer la Calédonie dans union du pacifique sud Asie Océanie.** Assurer la sécurité des biens et des personnes de la même façon qu'en métropole. Bref, **Tout pareil mais différent, un savant dosage basé sur la bienveillance et le respect des hommes.**

3334

baissez les prix, et **augmenter la concurrence concernant les produits bio.**

3397

Mise en place d'un système d'éducation à la santé dès le plus jeune âge (savoir respirer, connaître son corps, ses émotions, le vocabulaire bienveillant...), ainsi que d'une formation obligatoire aux règles naturelles du corps humains lorsqu'une pathologie chronique est décelée ainsi qu'un système d'enseignement des lois naturelles de l'apprentissage des enfants afin de réformer les systèmes d'apprentissages scolaires mais **aussi pour soutenir les parents dans une éducation bienveillante et empathique.**

3444

Faire des **débats publics (en maison de quartier, en ville, en tribus...)** afin d'expliquer les enjeux du **referendum**, et le jour d'après...**avoir plus de démarche participative dans l'élaboration des politiques publiques**

3464

Rétablir tous les droits des Français établis dans ce territoire. **La situation "transitoire" des Français établis dans ce territoire depuis 1995 doit cesser.** Au besoin nous recourons à la Cour Européenne des Droits de l'Homme.

3504

Deux axes me semblent fondamentaux en Nouvelle-Calédonie. Un axe social et un axe environnemental. Mener un travail auprès des jeunes qui sont en marge, plus vraiment insérés dans la société kanake et pas non plus intégrés au mode de développement occidental. Valorisation des valeurs républicaines et interculturelles par des projets qui fédèrent (projets d'intérêt général, projets artistiques et culturels). Mettre en place des projets d'intérêt général pour cadrer la petite délinquance et que cesse l'impunité qui n'engendre que l'escalade de la délinquance. **Remettre en place un service militaire** pour fédérer les citoyens, donner un cadre à ceux qui en manquent. Valoriser beaucoup plus encore le développement de la personne et le vivre ensemble à l'école, et pas uniquement l'acquisition de connaissances (modèle canadien ou Europe du nord). Réintégrer les pratiques manuelles à l'école (bricolage, couture, tricot...) pour valoriser le faire, le travail manuel, et réconcilier certains jeunes ainsi avec l'école.

En Calédonie, **il est nécessaire de mettre en place un plan de formation destiné aux parents qui sont en perte de repères pour l'éducation de leurs enfants** : rupture entre la prise en charge de l'éducation par la tribu et le mode de vie occidental où le parent se retrouve seul, sans modèle. **Enfin, le potentiel environnemental de la Calédonie est énorme. C'est un patrimoine national et mondial qu'il faut impérativement préserver. Le parc de la mer de corail doit avoir un statut juridique avec des zones de réserves intégrales et la réserve XXL no take qui est à l'étude, avec les moyens nécessaires pour cette préservation.** Cette préservation aura des retombées économiques évidentes. **Il faut aussi réfléchir à l'intérêt du développement du tourisme de Croisie Rist** qui ruine nos plus beaux yeux et une non pas vraiment de retombées économiques. **Développer plutôt un tourisme individuel ou de petits groupes à thème culturel ou sportif et l'écotourisme. Il faut créer aussi dès maintenant dans Nouméa et dans les zones très proche des parcs et réserves (ilot de la Baie de Sainte-Marie, Mont Koghi, Bordure immédiate de la promenade Pierre Vernier, Allongement de cette dernière de Tjibaou à Nouville) afin de les préserver du développement urbain.**

Pour ce dernier, il faut aussi impérativement prendre exemple sur ce qui ne fonctionne pas en métropole. Arrêter de toute urgence le développement des zones périurbaines commerciales extrêmement laides, qui détruisent le centre-ville et dissolvent le lien social par des incitations fiscales pour un maintien en centre-ville par exemple ou refus de permis de construire « laid » dans les zones en développement (kenu-in, Dumbea...).

Il faut penser un développement urbain esthétique qui préserve l'environnement et non pas une densification à outrance et la suppression des espaces verts qui va à l'encontre de tout ce qui se fait par rapport au réchauffement climatique. Il est impératif également de réfléchir à l'harmonie dans le plan de l'urbanisme. A l'heure actuelle, chaque architecte conçoit son immeuble ou sa maison en faisant abstraction de l'environnement immédiat. Nouméa est donc un ensemble hétéroclite et particulièrement vilain de constructions sans aucune cohérence (ex autour du medipôle et partout en Calédonie).

Il est aussi très important de préserver le patrimoine bâti restant : il est en très grand péril. Très peu de maisons historiques subsistent. Il faut un cadre juridique qui les préserver de la seule loi du marché immobilier. Elles sont fondamentales pour les générations futures et un atout touristique si elles sont mises en valeur.

3566

Utiliser Internet pour savoir ce que pensent, ressentent les citoyens et surtout le PRENDRE EN CONSIDÉRATION !

3577

Etablir un service national civique obligatoire

3700

Prendre des mesures "pays" pour ramener les jeunes en situation d'échec scolaire vers une formation. **Réouverture immédiate des ALP.** Mesures de compétence locale en NC d'où mon mécontentement au sujet des mesures urgentes à prendre pour apporter des solutions au problème de la montée de la délinquance.

3896

Mettre plus de jeunes dans les instances décisionnaires car trop gros fossé entre la jeunesse et nos élus (manque de terrain)

3946

Mise en place du CIR et le statut de jeunes entreprises innovantes afin de favoriser l'investissement dans des sociétés dites à risques (start up) **et d'autant plus sur le secteur de la biotechnologie au regard de la biodiversité abondantes sur le territoire.**

4036

L'Etat Français devrait se rapprocher des associations évoluant au sein des tribus, et ce, dans les 3 Provinces, afin de créer des centres de rééducation et de réinsertion de tous les délinquants, majeurs ou pas. Ces centres, en plus d'un enseignement général, pourraient également dispenser un enseignement professionnel diplômant afin que ces jeunes puissent trouver du travail une fois réhabilités dans "le monde". J'interpelle l'Etat Français car nos élus locaux sont en proie à leurs propres "bagarres" au détriment de toute la population victime ou complice par filiation (victime quand même) de la délinquance qui sévit ici en Nouvelle - Calédonie. Créer ce type de centres "décentralisés" aurait aussi cet avantage de créer de l'emploi...

4186

Investir sur notre jeunesse, sur la recherche et l'innovation, et sur la préservation de nos coutumes : **Avec une ZEE de 1 422 500 km² et une biodiversité unique, la NC pourrait devenir un territoire d'expérimentation, attirer des talents et des investisseurs, et incuber des projets d'avenir** (CF. "Impact Investing).

4189

Multiplier les échanges universitaires entre la Calédonie et les pays voisins, notamment Fidji (University of South Pacific USP dont 15 pays sont membres), créer plus de forum citoyens dans les quartiers à la veille du referendum 2018, créer une vraie desserte et continuité aérienne entre Tahiti-Wallis et Nouméa : ce qui permettrait aux touristes au tour du monde, de plus en plus nombreux, de choisir cette route du sud pour traverser le Pacifique : actuellement, les touristes font Californie-Hawaii-Fidji-NZ ou OZ puis ASEAN.... laissant à l'écart la Nouvelle-Calédonie.

4197

Je propose que le peuple Calédonien puisse être au courant, participer et/ou voter lorsque pour un projet il y a besoin de subvention de la France.

Beaucoup de projets sont financés par la France et nous rendent inévitablement dépendant d'elle, cependant certains de ces projets sont inutiles et nous endettent auprès d'elle. Le pire est que nous, calédoniens, ne sommes pas au courant de tout cela. Et lorsqu'il y a campagne pour le référendum, tout cela nous est exposé.

Je propose que l'avis de chaque calédonien soit connu par un vote, lorsqu'une subvention de la France est requise dans un projet.

4222

Avec un lagon classé patrimoine mondial de l UNESCO, toujours aucune loi sur l'eau en Nouvelle Calédonie, les actions politiques sur l'eau sont quasi inexistantes. La mise en place d'une structure inter institutionnelle sur l'eau serait nécessaire pour responsabiliser les politiques et mettre en place des outils répressifs pour les pollueurs.

Propositions Polynésie française

Les propositions ci-dessous forment une partie des résultats obtenus dans le cadre de la 2^e consultation numérique des Assises des Outre-mer qui s'est déroulée du 16 février au 31 mars 2018. À cette occasion, 4 221 citoyens d'outre-mer ont exprimé leurs idées et leurs suggestions pour améliorer leur territoire. L'ensemble de ces propositions a été étudiée par l'équipe des Assises afin de préparer la rédaction du livre bleu outre-mer.

95

Il manque de moyen pour le développement des ressources propre en Polynésie française , exemple le coprah, la pêche , transformation des produits de la terre ,**car les banques n'ont pas confiance au petit projet et effectués par des Polynésiens** ,comme moi qui a **un projet de régénérer la cocoterais familiale dans les iles atoll** , il y a une aide ,mais très très moyen et limitée au petite moyen ,croyez vous que cela vous donnerai le développement ,c'est plutôt tremper les gens ,car ces moyens ne donne rien au développement ,mais au mépris , les banques ne vous fait pas confiance.....

134

1. Le peuple (ceux qui cotisent à la CPS) doit être le seul décideur de tout ce qui concerne la retraite :
 - le départ à la retraite devrait être baissé à 40 ans pour laisser aux jeunes l'opportunité d'avoir un travail.
 - les politiciens qui ne cotisent pas du tout à la CPS ne doivent pas toucher de retraite. **S'ils ont une retraite, ils doivent cotiser à la CPS comme tout le monde.**
 - Il est important que les politiciens cotisent à la CPS (rappelle rétroactif des années où ils n'ont pas cotisé pour le reverser à la CPS).
 - les retraités ne devraient payés aucune cotisation. Ils l'ont fait toute leur vie professionnelle.
 - **la CPS doit avoir de la transparence.** Leurs employés ne paient pas de cotisation et pourtant, ils ont une retraite. Que tous ceux qui ont une retraite paient eux aussi les cotisations.
- On devrait pouvoir avoir un autre organisme agréé pour récolter les cotisations en Polynésie française. **Faire la concurrence à la CPS serait un plus pour tout le monde.**

242

Inclure les matières: histoire de la culture polynésienne, l'agriculture et les ressources marines, l'anglais (tourisme) dans notre système d'éducation dès la primaire car nous en vivons quotidiennement! En parallèle **développer et soutenir ses mêmes filières afin de pouvoir créer de l'emploi local** PITIE **simplifier nous les démarches administratives** trop de déplacements compliqués (pour nous îliens), et longues, trop de paperasses et cerise sur le gâteau trop lentes: vu le nombre d'iles en Polynésie, **inventer une plateforme généralisé ou d'un seul clic rien qu'avec mon nom et prénom l'administration a tous les infos me concernant! !** Revoir la copie côté juridique: ex des planteurs de stupéfiants sont arrêtés et condamnés , mais une personne de l'hexagone a pu ouvrir (oui incroyable) un smoke shop avec pipettes et graines , et autres en plein centre ville! Il a OBTENU TOUTES SES DEMANDES ADMINISTRATIVES???? AU NEZ ET AUS SUS DE TOUT LE MONDE! Nos 3 grosses souffrances sont l'EDUCATION, L'ECONOMIE, L'EMPLOI! Pour avoir de futurs heureux

administrés travailleurs et productifs, notre programme d'éducation doit être compatible avec notre environnement et notre économie ! Nous voulons être des résidents travailleurs et heureux d'être chez nous!

257

Télétravail et formation à distance notamment pour le cursus universitaire pour pallier aux problèmes liés à la dimension du territoire.

442

Le cadeau statutaire octroyé à la Polynésie française est par nature source d'inégalité réelle. L'égalité réelle n'est qu'une utopie.

Mes propositions, sans être exhaustif, pour impulser le développement du territoire de la Polynésie française, réduire les inégalités et renforcer le sentiment d'être des Français à part entière :

- du haut débit internet et de la téléphonie mobile comme en métropole à un prix raisonnable (compte tenu du double isolement qui caractérise la Polynésie française : éclatement des îles, position au milieu du Pacifique) ;
- **renforcer l'accès aux produits culturels par exemple télévisés comme Public Sénat et la chaîne parlementaire dont l'accès est aujourd'hui lié à un abonnement à un bouquet télévisé ! ;**
- **prévoir dans la loi organique un organe décisionnel composé d'usagers, de citoyens, d'administrés, de clients, de contribuables ;**
- forcer les politiques locales à effectuer leur déclaration sur le site de la HATVP ;
- contraindre les autorités locales et le représentant de l'Etat à **publier les actes individuels de nomination des fonctionnaires locaux** car le PISTON perdure même dans la maison de l'Etat ;
- inviter le gouvernement local à **intégrer dans la politique pédagogique un volet entrepreneuriat** car tout le monde veut devenir fonctionnaire ou salarié ;
- nommer des hauts-fonctionnaires de l'Etat progressistes et non conservateurs et passifs car l'attitude adoptée vise à ne pas froisser les syndicats au détriment de l'intérêt général et celui des agents publics réellement engagés et des Polynésiens.

472

Soutenir les créateurs de projets privés dans leur initiative, **mettre en place une structure d'accompagnement sérieuse et engagée afin de concrétiser leur projet.**

801

Mise en valeur des îles de Polynésie **avec de vrais cartes touristiques et des parcours à réaliser sur chaque île.** Chaque lieu « magique » doit être aménagé et **balisé** pour que les touristes et les locaux respectent et découvrent la nature merveilleuse qui nous entoure. Mise en place d'une **campagne de sensibilisation** avec affichage visuel pour la protection de la nature.

817

La prise en charge de la perte d'autonomie est un sujet sur lequel l'Etat devrait soutenir le pays, ainsi que l'aide à domicile. La population Polynésienne vieillit et aucune structure ou accompagnement n'existe pour les personnes en perte d'autonomie.

1139

Créer un mémorial Bernard Moitessier sur l'Atoll de AHE où il a vécu avec son bateau Tamata

1143

Aider la population à grandir sur deux grandes thématiques :

1) **la conception de la carte de santé numérique** des bâtiments et infrastructure en milieu tropicaux...permettre d'identifier et de numériser l'ensemble du parc scolaire et administratif dans le **cloud Polynésien**. Ainsi apporter une solution d'avenir dans une compétence d'avenir.

2) Aider le pays à réaliser sa transition énergétique **en appliquant le schéma directeur proposé à la FTF** et la présidence du pays par l'amicale des éducateurs de football de Tahiti Nui et par son président Pascal Vahirua.

Il s'agit là, de participer à **l'aménagement d'infrastructures sportives et innovantes, dotées de la carte de santé numérique, ayant pour dominante le football et autonomes en énergie**. Celles-ci financées par les partenaires historiques de la FTF et du pays sur un projet applicable sur au moins vingt ans.

1179

Développer l'énergie solaire et maritime dans un pays au soleil et au milieu de l'océan, alors que nous avons l'électricité la plus chère du monde et une usine à mazout en plain centre de Papeete. Une hérésie sur le plan écologique et médical, mais une richesse pour les hommes d'affaire locaux.

1456

Organiser des sessions d'éducation civique auprès des écoles mais aussi par le biais des associations et dans les services publics. Outre la démission parentale, le manque de civisme conduit à beaucoup de dérive qui empêche la mise en place d'actions de développement durable du territoire.

1469

Impossibilité d'être élu si on a un casier judiciaire

Soutenir avec efficacité la cause animale

Renforcer le système éducatif

Moins d'impôts sur les sociétés

Encourager et soutenir la création d'emploi

Alléger les formalités et les taxes douanières à l'importation

Une bourse pour les étudiants qui doivent partir en Métropole ou à l'étranger pour étudier quelque soit le montant les revenus des parents

1552

A manger pour toutes les familles nécessiteuses. Plus de SDF dans les rues. Davantage de moyens pour les affaires sociales. Empêcher les banques de piller encore plus ceux qui sont en difficultés

(intérêts débiteurs, commissions diverses, ...). **Donner plus d'accès aux formations pour les + de 30 ans pour faciliter les reconversions. Redonner de la dignité et de la confiance en soi.**

1626

Moderniser le transport sur Tahiti via la voie nautique, créer de vrai casse de véhicules pour le recyclage de celle-ci, installé des activités nouvelles pour le tourisme ex : **montgolfière gonflé a l'hélium accroché a un câble pouvant transporté jusqu'à 30 personnes a 100m de haut...** Construire sur la presque-ile **un circuit automobile/moto** pour également faire des instructions sur la conduite sur route mouillée etc de la prévention et former les agents a la conduite rapide.

1707

La Polynésie Française est dotée statuts d'autonomie interne.

Ce statut a permis le transfert de certaines compétences par l'État aux pays.

Ce qui donne des particularités en termes juridiques.

Cette particularité, permet la disposition ou non des lois applicables en Métropole.

Néanmoins, cette faculté est souvent mal utilisée, par les rédacteurs de loi du pays. Le dernier exemple en est, la création de lors des experts-comptables, qui a fait l'objet de longs débats, et qui vient juste d'être créé au mois de mars.

La fainéantise, des services du pays, font qu'il est souvent fait un copier coller, des lois de la métropole.

Alors que le statut de l'autonomie interne devait être une opportunité unique à saisir afin d'améliorer les choses en Polynésie Française.

Chaque jour, les services du pays, devrait rechercher la simplification administrative.

Malheureusement l'impression que nous avons actuellement, c'est que les règles applicables sont souvent instables (dépendent des positions prises soit par les ministères, soit par les chefs de service).

Ceci crée **une forte instabilité juridique** qui font l'objet de nombre de litiges auprès du tribunal administratif.

Pour avoir un aperçu de la manie du copier-coller, j'invite les lecteurs à consulter notre magnifique code des impôts applicables en Polynésie française et il va d'ailleurs dans le territoire de la France :

<http://www.contributions.gov.pf/node/2882>

Nous avons un pays, dont les ressources sont énormes (perliculture, artisanat, agriculture, tourisme...), Malheureusement elles sont mal exploitées et difficilement exploitables, notamment à cause d'une administration qui à cause des lois en vigueur en Polynésie française est beaucoup trop tatillonne.

Cette situation est la raison du manque d'investisseurs en Polynésie Française, le seul grand projet actuel est la ferme aquacole de Hao, dont l'ouverture est retardée pour des problèmes d'ordre administratif.

Ma principale proposition pour la Polynésie française, et la simplification administrative et par ailleurs, le regroupement des services du pays en un lieu unique. Les services du pays sont dispersés un peu partout à Papeete, capitale administrative, ils sont installés dans des immeubles loués par le pays, ce qui compte dans le budget et semble relativement important.

A mon avis les loyers pourraient être remplacés par des annuités d'emprunt pour financer un centre administratif, qui centralisera tous les services du pays (ils ne sont pas si nombreux que ça), ainsi que tous les ministères. Le pays possède foncier pour ça, il en fera déjà l'économie.

Je prends pour exemple la sécurité sociale allemande, les guichets sont en rez-de-chaussée et au dernier étage se trouve le ministère. Entre les deux se trouvent les services du ministère. Dès qu'un problème apparaît, il remonte directement vers les services concernés, et en dernier recours vers les services du ministre.

C'est le rêve que je fais depuis quelques mois, qui mettrait fin au cauchemar des usagers de l'administration polynésienne. Les élections Territoriales renouvelant l'Assemblée de Polynésie Française se déroulent au mois d'avril, j'espère que certain parti entendra ma proposition.

1780

De l'eau potable à Tahiti et dans tous les archipels. Une concertation réelle pour les déchets ménagers. **Arrêt de la pêche industrielle aux marquises dans la zone de reproduction du thon big eyes.**

1783

Penser, étudier puis Créer **une seconde grande ville à Nuku-Hiva avec un 2nd aéroport international à l'échelle des Marquises (comme celui des Cook).** Faire appel à des concepteurs de ville pour créer **la ville écologique de demain.** Bien étudier et murir le projet pour ne pas se tromper... Tahiti est à bout de souffle en terme de créations d'emplois; puisse ce projet éclaircir l'avenir de nos jeunes...
Merci

1810

Développer et accroître le numérique dans le domaine des enseignements et la formation, de la médecine, les finances, et les communications dans l'ensemble des archipels éloignées. Retour des prélèvements des ressources naturelles raisonné en conciliant valeur traditionnelle et modernisation. Améliorer les transports inter-insulaires et urbains. **Axer l'enseignement et la formation sur la mer afin de créer de nouveaux emplois adaptés à notre situation géographique. Créer des entreprises plus respectueux de environnement par des mesures incitatives.** Réduire la circulation en créant des taxes pour les voitures polluées **aménager des routes cyclables tout au tour de Tahiti** ce qui réduira les gaz à effet de serre et l'obésité.

1829

Mettre impérativement en place des transports en commun fiables et réguliers à Tahiti. **A Moorea, créer ces transports en commun qui n'existent pas autour de l'île pour la population et les touristes qui restent coincés dans leurs hôtels.**

S'occuper sérieusement du chômage de masse

1838

Améliorer la formation et proposer davantage de formation pour la réinsertion, mettre en place un ministère de la mer. Le tourisme est la première économie, mais si on ne prépare pas les futurs employés, cadres, patrons de demain, les infrastructures d'accueil, de logement, d'activités pour accueillir les touristes avec un niveau convenable pour le prix, autant abandonner tout de suite. L'économie se gère par des gens qui la maîtrisent. **L'anglais est la base aussi, mais quand on voit le niveau d'anglais des stagiaires et jeunes dans l'hôtellerie, ça laisse à désirer.**

1969

Décentralisation des archipels vis à vis de Tahiti.

1999

Supprimer les indexations, **instaurer le revenu de base.**

2129

Taxi boat

2245

Commission de transparence à l'Assemblée

2249

La mise en place d'une démocratie populaire pour l'élargissement du pouvoir des populations insulaires avec une plus grande décentralisation du pouvoir central du territoire et une simplification des démarches administratives. **Encourager l'initiative locale dans les domaines économiques porteurs tout en limitant l'accès aux grosses entreprises.** Favoriser les investissements dans des formations pertinentes et plus respectueuses de l'environnement **avec une vision pour les petites entreprises insulaires.**

2280

- 1) Interdiction à vie d'exercer un mandat pour toute personne ayant déjà été condamnée pour abus de pouvoir, de bien sociaux ou de détournement d'argent public.
- 2) Réformer la protection sociale généralisée dans son ensemble, sans toucher aux acquis concernant la retraite, et en faisant participer même les plus démunis, à hauteur de leurs moyens. **Il faut arrêter la prise en charge à 100% de ceux que l'on appelle les "carnets rouges".**

2376

Développer toutes les activités environnementales et écologique (nettoyage, tri, recyclage, énergie solaire, hydraulique, éolienne, transport en commun, éducation écologique dès le plus jeune âge, instaurer le contrôle des véhicules, pénaliser les plus polluants, pénaliser les pollueurs : pollueurs=payeurs et aider financièrement le développement des énergies renouvelables, etc...).

2449

Je propose que les élus de l'assemblée territoriale ainsi que les membres du gouvernement perçoivent un salaire ou des indemnités de 2 fois le SMIG : réduction des dépenses ; exemplarité vis-à-vis de la population ; sélection Juste des législateurs et membres du gouvernement.

2473

Quitter les XPF pour rejoindre la monnaie en €(Euro), remplacement de la douane par des impôts (revenus, fonciers, habitations, etc). Changeons rapidement notre locomotion saturée, **place au transport aérien urbain par câbles** (télécabines), moins énergivore, moins pollueur... que des avantages vs l'automobile et les bus !

Mauruuru = merci.

2529

En ce qui concerne les règles juridiques, elles sont, selon les cas, une garantie, un moteur, un frein.

PROPOSITIONS :

- * Donner un bout de terre à chacun pour en vivre à défaut d'emploi.
- * Supprimer la taxe sur le foncier : une aberration pour les familles propriétaires.
- * Améliorer la Justice : trop complexe et incohérente (des victimes condamnées...), tenir compte des spécificités et traditions locales...
- * Engager des formations scolaires adaptées aux besoins du marché du travail local et réalistes, pas de la théorie qui ne sert pas sur le terrain.
- * Arrêter l'assistantat.
- * Réguler les marges appliquées dans le commerce ou les prestations de manière à empêcher un taux de revenus trop important pour les actionnaires, mais à répartir sur les employés selon un ratio raisonnable (actuellement, les riches s'enrichissent davantage), permettant par la même occasion une augmentation du pouvoir d'achat des plus petits.
- * Systématiquement contrôler que les subventions sont utilisées à bon escient.
- * Imposer des obligations de résultat dans tous les services publics.

2651

A voir avec le gouvernement local pour:

- Mettre en œuvre rapidement **décrets, aides et infrastructures en faveur de la protection de l'environnement à différentes échelles**: au niveau du tri des déchets (qu'il devienne obligatoire pour les particuliers, les entreprises et les administrations, et beaucoup plus important surtout concernant les matières plastiques, seules les bouteilles sont recyclées, et ne pas laisser le choix aux communes de trier ou non, s'il n'est pas possible d'envoyer les déchets à l'étranger, trouver une solution sur place quitte à aider les sociétés qui gèrent les déchets), obliger les grandes surface à arrêter le gaspillage et la pollution massive (**redistribution obligatoire des invendus comestibles aux associations pour aider les plus démunis**, interdire le système d'assurances aux grandes surfaces qui les poussent à enfouir les stocks invendus de matériaux neufs polluants tels que l'électroménager qui pourrait être donné également aux plus démunis ou vendus en solde, au lieu de cela le tout est enfoui neuf et remboursé par les assurances, c'est une honte...), faire développer des infrastructures écologiques (vélos en libre service, bus électriques, **télesiège sur les montagnes pour que les habitants de chaque vallée puisse aller en ville en vélo et rentrer chez**

eux plus facilement, ce qui désengorgera les routes par la même occasion, augmenter le bonus pour les véhicules moins polluants et mettre un malus aux plus polluants,...),

favoriser l'habitat écologique à l'échelle des particuliers avec des aides (construction, panneaux solaires, éolienne, ...) et interdire la redevance à reverser à ENGIE dans ce cas, obliger cette entreprise à racheter au même coût qu'ils proposent leur électricité l'électricité produite en sus par les ménages équipés de façon écologique, car actuellement c'est le monde à l'envers!

Encourager les cultures biologiques en établissant une certification BIO et en reversant des aides à ceux qui sont certifiés, faire un contrôle régulier, encourager le tourisme vert au niveaux des hôteliers et des prestataires d'activité en accordant une aide à qui répondent à certaines normes, favoriser au maximum l'économie circulaire et la production locale...

Mettre en place un encadrement et des aides pour accompagner les plus démunis, pour les réinsérés dans la société et qu'il n'y ait moins de personnes à la rue (proposer des parcelles de terre cultivables sur lesquelles les personnes qui n'ont pas de travail peuvent cultiver la terre et les aider à le faire avec des graines et des outils adaptés, ils pourront ainsi vivre de leurs cultures et s'il y a des excédants les revendre;

Monter des ateliers de recyclage en accords avec le ramassage des encombrants: les plus démunis pourront recycler des meubles, matériaux, ou autre pour s'équiper et revendre le reste et ainsi éviter une fois encore le gaspillage, proposer un toit aux sans abris en contre partie duquel ils devront rendre des services d'ordre public,...)

- **Développer un système d'emprunt à taux 0 pour aider les jeunes entrepreneurs à monter leur entreprise et les jeunes ménages à accéder plus facilement à l'achat d'un logement**: cela fera baisser le chômage et la précarité qui grandissent chaque jour dans nos îles.

- Instaurer **un système de couvre feu pour les mineurs** qui n'ont rien à faire dans les rues la nuit et qui sont souvent tentés de faire des bêtises ou des vols, manquant d'encadrement

- Faire des campagnes de sensibilisation contre les maltraitements et violences de toute sorte envers les enfants, les femmes et les animaux, contre les vols, véritable fléau actuel (pour que les auteurs des vols comprennent qu'outre un vol matériel, c'est souvent une partie de la mémoire des gens qu'ils dérobent), contre l'abus d'alcool et les drogues dures (qui conduisent bien souvent à des horreurs)

2887

-**Plus d'aide pour les étudiants posté 3ème qui désirent poursuivre des études ou formations non présentes sur notre territoire.**

-Plus de concurrence dans le secteur agro-alimentaire. Les gens mangent mal car tout est très cher ici... Quasi monopole des grandes surfaces.

-Refonder un service de transport en commun digne de ce nom... Il est déplorable, anarchique et vieillissant...

2928

Bonjour, trop peu d'argent est vraiment utilisé pour la population, les solutions sont simples et connues... La volonté politique locale et métropolitaine est inexistante. Il faudrait investir massivement dans les énergies solaires et éoliennes, **empêcher ENGIE de s'accaparer l'argent des contribuables via des lois de pays qui favorisent toujours les "gros" au détriment du "petit".**

Il faudrait investir massivement dans la blockchain et les crypto monnaies, ce qui modernisera nos services administratifs à moindre coup. Nous n'avons pas besoin de beaucoup de moyen, mais de moyen utilisé à bon escient.

3028

éducation : donner plus de moyens à l'école (professionnelle, généraliste et spécialisée) , **donner plus de moyens aux enfants polynésiens de s'expatrier pour apprendre**, se spécialiser et les motiver à revenir s'investir en PF, **remettre les parents au centre de la scolarité de leurs enfants en en faisant de vrais partenaires** (comme la DGEE, le vice rectorat, le ministère, les profs et les établissements). Continuer la rénovation et la construction des établissements scolaires.

Permettre encore plus aux enfants de se réapproprier leur culture.

Permettre aux enseignants de métropole d'apporter leurs différences, **ne plus permettre plus de 2 heures supplémentaires pour leur permettre de monter des projets pédagogiques.**

Secteur travail : combattre le travail au noir !

Fiscalité : **mettre en place un impôt sur tout revenu supérieur à 350 000 frs/ mois pour les salariés (public privé) et patentés.**

3058

La création d'écoles de centre de formations pour jeunes et adultes avec des vrais formations qui leur permettraient d'exploiter efficacement, de façon réfléchie et dans une vision durable, à long terme les ressources du fenua (la terre : fruits légumes essences bois.... ; la mer : élevages crabes crevettes poissons.... ; et autres possibilités.

3485

Mettre en application les amendes pour toute personne jetant des déchets sur la route. Instaurer une taxe sur les bouteilles plastiques ou verre non consignées + reverser ces dividendes en temps qu'aide et soutien aux entreprises mettant en place les consignes de bouteilles. (Aucune bouteille de hinano 50cl consigné ne traîne nulle part. par contre on trouve trop de bouteilles non conciliés partout sur notre fenua.) sur internet on trouve plein d'idées de recyclage et de gestion des déchets qui fonctionne ailleurs dans le monde. Il est temps que notre fenua décide par elle même, prenne le meilleur d'autour du monde, et devienne un exemple.

Nous avons la spécificité de devoir importer beaucoup de choses de l'extérieur, donc de pouvoir gérer ce flux et le réglementer par des taxes et autres impôts pour influencer les investisseurs a aller dans un sens ou dans un autre. Nous pouvons décider des lois écologiques faisables de ce que l'on veut pour notre fenua pour minimiser les déchets et facilement réguler les imports qui ne vont pas dans notre sens. Nous le faisons pour la drogue, nous le faisons pour les armes a feu, **nous pourrions avoir la même structure et état d'esprit dans le domaine écologique pour un fenua eco-conscient qui minimise l'imports de consommables polluants.**

Un exemple: les éléments plastiques non recyclés, (ou même ceux qui sont recyclés, il faut voir le cout de l'envoi des containers de plastiques à recycler à l'étranger et faire des comparaisons), il existe un moyen de les traiter et faire fondre pour en faire un revêtement de routes beaucoup plus pérenne que le bitume... On pourrait donc créer une société localement qui ferait de l'argent tout en traitant nos déchets... Il y aurait donc une plus-value + une économie d'envoi de ces déchets à l'étranger pour traitement...

Autre exemple: **Il existe une machine à broyer le verre non recyclable (car ca existe malheureusement) très finement en sable ! Ainsi il pourrait être revendu en sac de sable pour faire du ciment car il est tout aussi résistant, et certainement mieux que le sable de nos plages ou lagons...!!!**

Des idées il y en a plein, utilisons les et aspirons à être une société auto suffisante, ou tout au moins, qui minimise les apports extérieurs.

3654

Je souhaiterai voir émerger une situation sociale pour le parent au foyer. Aujourd'hui on vit dans une société où plus personne n'a de temps pour ses enfants et en résulte tout un tas de problèmes qui finissent par nuire à la société entière. Rester à la maison s'occuper du foyer est totalement dévalorisé. La personne n'a pas de statut social pour revenu et cela crée des tensions dans les familles qui finissent par faire éclater la cellule .

Maintenant prendre soin de ses enfants et de son foyer c'est n'en pas gagner d'argent donc être nul ! C'est terrible ce conditionnement.

Je pense que si l'un des parents souhaite se dédier à l'éducation des enfants, il faudrait qu'il bénéficie d'un statut social et d'un revenu minimal. Le tout devant être strictement encadré afin de s'assurer que le parent au foyer remplisse bien ce rôle.

3668

Une politique publique de la santé axée sur la nutrition, une alimentation saine accessible à tous, et reconnaissant également la médecine traditionnelle ou alternative.

3714

Contrôler les flux financiers des sociétés locales appartenant à un groupe de l'hexagone. Il faut que les sociétés qui sont en Polynésie **investissent localement et non par rapport aux priorités du groupe.** A EDT Engie, le PD-g Grégoire de Chilaz fait venir tous ses amis de France pour les placer à des postes à haute responsabilité (DSI, DRH...). Ces gens viennent comme des rois au frais de EDT. De plus, EDT investit plus de la moitié de son budget dans des sociétés appartenant au groupe (et souvent en métropole). Le flux financier est en exil vers l'hexagone et ne contribue à aucune création de richesse locale!
Il faut qu'il y ait une règle ou alors une taxation de ces mouvements financiers qui ne participent aucunement à l'économie du pays.

3801

Repousser l'âge de la majorité légale à 19 ans (voire 20). Insérer une (voire 2) année de cursus d'étude supplémentaire entre le CM2 et la 6ème : créer une classe de 7ème (voire 8ème, 7ème). Reconscrire distinctement le rôle de chaque année d'étude de la (voire 8è,) 7è à la Terminale, avec des **périodes d'apprentissages en milieux semi-immersifs** (alternance études générales/études professionnelles/apprentissages en milieu professionnel réel).

Repousser l'âge de l'émancipation à 17 ans. Rattacher la notion de priorité sociale avec la notion de déréliction sociale et financière.

Redéployer les considérations de l'accès (tant civique, que professionnel) aux subventions de secours, d'entraides et d'émargements. Démystifier populairement le secteur public.

Lutter contre les mouvances sectaires et dogmatiques : légiférer plus amplement sur les composantes juridiques distinguant mouvances religieuses et mouvances sectaires ; légiférer sur les mouvances dogmatiques insincères.

Lutter contre l'esclavage moderne et les dangers de la technocratie et de la bancocratie.

Lutter contre l'insincérité représentative et les menaces systémiques de la démocratie.

Mutualiser les intentions de développement, le plein contrôle (même indirect) du territoire, les délégations participatives.

Favoriser la transhumance rationalisée du citoyen.

3891

Nous sommes une île entourée d'eau. **Pour faire venir les touristes faire de l'emploi on pourrait faire des parcs aquatiques utilisant l'eau de mer.** Les transports en communs à revaloriser. Des horaires de bus fixe pour diminuer de 1 les embouteillages et le fait que la population doit se lever à 3h du matin pour faire 70 bornes. **Des navettes en partance de la presqu'île vers Papeete.** Comme pour Tahiti Moorea. Tellement de chose à mettre en place....

3908

Il faudrait développer une économie verte, c'est à dire tournée vers le développement durable. (Tourisme, ressource marine, traitement des déchets, énergie verte...). Protégeons nos ressources en minimisant l'impact de l'homme sur le territoire en misant sur les nouvelles technologies. Mettre en place des transports en commun plus efficaces et plus propres à Tahiti. **(Comme un tramway, ou un monorail sur l'ensemble de l'île)** Au niveau de l'éducation, investir sur la jeunesse, car c'est le future de demain. Mettre en place une réforme de l'éducation en prenant exemple sur le système Montessori, adapté en fonction des exigences de l'état. **Faire de la Polynésie, un projet pilote au niveau de l'éducation et ainsi voir les effets de cette adaptation. Créer une coalition entre les différents pays d'outre mer, pour qu'ils partagent ensemble les idées de demain.**

3920

Pour la Polynésie française : Ne plus obliger les salariés à cotiser à la Caisse de Prévoyance Sociale (CPS) mais leur donner le choix de cotiser ou non à la CPS et souscrire eux même à une complémentaire santé ou retraite.

Revoir aussi les aides données par le pays au plus démunis car certains en abusent et ne font plus d'effort pour s'insérer dans la société.

Ouvrir des collèges et lycées Militaires afin de (re)donner des valeurs à la jeunesse et leur permettre de surmonter les difficultés au sein de la famille (pauvreté, violence, drogue, alcool etc.) et d'atteindre un certain niveau d'éducation.

Ouvrir une école des parents... car beaucoup font des enfants trop tôt (à cause de la religion, manque d'information, manque d'éducation).

Faire quelque chose contre l'incivisme : mettre une peine de travaux d'intérêt général dans les villes, les associations et établissements publics au lieu d'une amende.

Former les agents de la Police Municipale au Droit, au Management, à la Psychologie, et leur assurer une formation continue.

4074

Prioriser l'emploi pour nos jeunes diplômés qui reviennent en Polynésie Française.

4108

Donner de véritables moyens (total et complet) d'un développement économique autonome à partir des spécificités locales.

Ouverture à un système éducatif qui tienne compte de la culture locale comme en Nouvelle Zélande.

4127

Pour développer les archipels, il faut décentraliser le pouvoir. **Soit en mettant en place un conseil des archipels soit en instaurant une collectivité....**

4152

Développer les transports en commun écologique (coprah), des horaires fixes, des abris bus. Encourager le développement de l'industrie numérique en incitant les entreprises nationales ou internationales à s'installer (exonération, aide fiscale).

Mettre en place un plan d'urbanisme pour Tahiti et plus particulièrement Papeete

4178

Il faudrait que le gouvernement développe le domaine des services à la personne notamment pour les personnes âgées en perte d'autonomie car la dépendance des personnes âgées va être un problème de société en Polynésie française, à l'avenir, avec le constat du vieillissement de la population.

4219

Un télésiège pour la commune de Pirae afin d'accéder à cet endroit magique qu'est le mont aorai.